

Positionspapier

Initiator*innen: JS Suisse (beschlossen am: 25.08.2022)

Titel: De l'Union européenne à l'internationalisme

Antragstext

1 Ce papier de position développe les positions de la JS Suisse sur l'Europe, et
2 particulièrement sur l'Union européenne (UE). Il veut offrir une analyse des
3 principaux problèmes et proposer des solutions à moyen et à long terme. Ce
4 papier s'appuie sur les papiers de position de la JS « Europe des humains, pas
5 des marchés financiers » (2012), « 10 ans de crise financière mondiale » (2018)
6 et la résolution « Au lieu de l'isolement, l'Europe » (2014) et intègre des
7 développements récents.

8 En tant que parti d'orientation internationaliste, nous savons que la Suisse
9 n'est pas une île mais se trouve au cœur de l'Europe et est étroitement liée aux
10 États membres de l'UE qui l'entourent. Il est donc logique que la JS Suisse
11 prenne une position globale sur l'UE, orientée non pas par des constructions
12 excluantes comme les États-nations mais par le principe « Prolétaires de tous
13 les pays, unissez-vous ». Le PS Suisse est également actuellement en train de se
14 pencher sur sa position vis-à-vis de l'UE et envisage d'éventuels scénarios
15 d'adhésion. Le présent papier entend cependant poser la question de l'Europe et
16 de l'UE de manière plus fondamentale, pour pouvoir la traiter de manière fondée
17 et appuyée sur une vision, au sein du PS comme à d'autres niveaux.

18 La dégradation de la relation entre la Suisse et l'UE, l'effritement de l'UE
19 elle-même et les crises nécessitant une réponse globale telles que la crise
20 climatique ou la crise du coronavirus font qu'il est de notre devoir de traiter
21 le thème de l'Europe.

22 La bourgeoisie et la droite conservatrice suisse, particulièrement l'UDC,
23 s'opposent déjà avec véhémence à ce que l'on traite de ce sujet important :

24 elles s'attaquent sans cesse à l'intégration européenne, avec un certain succès.
25 Les dernières initiatives de l'UDC¹ témoignent d'une politique protectionniste
26 et xénophobe de la droite conservatrice, menée au profit des grandes
27 entreprises, avec de graves conséquences pour la population. Pour un parti
28 antinationaliste et anticapitaliste, le devoir est d'autant plus grand de
29 développer une vision alternative de l'Europe pour s'opposer clairement à
30 l'action destructrice des bourgeois·es et offrir une perspective durable.

31 Ni l'histoire ni le présent de l'Europe unie ne correspondent aux idéaux de la
32 JS Suisse. Après la Deuxième Guerre mondiale et des regroupements tels que la
33 Communauté économique européenne, qui avait également pour but de prévenir de
34 futurs conflits entre les pays européens, quelques États européens se sont
35 réunis en 1993 dans l'Union européenne (UE). En échange d'un marché commun,
36 d'une monnaie commune et de règles et institutions communes, les États membres
37 de l'UE renonçaient à une partie de leur souveraineté nationale. Outre les
38 avantages économiques d'un grand marché intérieur, l'UE a renforcé l'Europe face
39 à des actrice·eurs mondiales·aux tels que les États-Unis et la Chine. La
40 concurrence économique intra-européenne n'a toutefois pas disparu et chaque État
41 a dû s'adapter aux nouvelles règles du jeu. La crise financière de 2008 et ses
42 conséquences ont clairement montré les énormes écarts et le manque de
43 coopération entre les États membres de l'UE.

44 L'UE n'a jamais été un projet global et harmonieux, mais les crises comme la
45 crise financière et économique, le Brexit ou encore la politique migratoire
46 fatale ont eu des répercussions négatives sur la cohésion en son sein. On
47 observe actuellement dans de nombreux pays européens une recrudescence des
48 partis nationalistes d'extrême droite. Les crises, par leurs conséquences et
49 l'échec des institutions européennes à y faire face, ont mené à une politique
50 désastreuse de l'UE dans de nombreux États membres, notamment en matière
51 économique. Avec son régime migratoire verrouillé aux frontières extérieures de
52 l'Europe par l'agence Frontex, l'UE montre en outre son incapacité à se tenir à
53 des principes humanitaires, et l'Union elle-même est devenue, par des problèmes
54 de conception dans d'autres de ses aspects, un projet incapable de se réformer
55 et de s'imposer, ce qui bloque la réparation de tels crimes humanitaires ou une
56 véritable amélioration de la politique de l'UE. Les décisions de sortie comme
57 le Brexit sont des conséquences de ces développements. D'autres États, comme la
58 Hongrie ou la Pologne, profitent de cette décision pour envisager une sortie,
59 tandis que des États du Sud-Est des Balkans attendent toujours leur adhésion.
60 Cette double incertitude démontre l'instabilité de l'UE.

61 La gauche européenne est très divisée sur la question de l'UE. À la JS et au PS
62 aussi, on retrouve cette large diversité de positions concernant l'avenir de
63 l'Europe. Les critiques du néolibéralisme, du militarisme, de l'impérialisme

64 économique et de l'autoritarisme rencontrent l'espoir de la paix, de structures
65 démocratiques supranationales^x et de recherche internationale de solutions aux
66 plus grandes questions de notre temps, comme la crise climatique, le capitalisme
67 ou le patriarcat.

68 Deux questions primordiales s'offrent ainsi à nous : l'État suisse est-il plus à
69 même de nous rapprocher d'une société socialiste que l'UE, et reste-t-il de
70 l'espoir dans le projet de l'intégration européenne ? Les réformes pourront-
71 elles sortir l'UE de ses crises et mener l'Europe vers un avenir socialiste, ou
72 faut-il déclarer l'échec du projet de l'UE pour construire une nouvelle
73 structure supranationale ? En vertu d'un certain rationalisme et d'une certaine
74 urgence politique, on peut partir du principe que, sur la voie d'un monde juste,
75 il est plus difficile de laisser mourir ce qu'il reste aujourd'hui d'Europe unie
76 et de créer quelque chose de nouveau que de la réformer (à court terme). La
77 transformation socialiste est à cet égard l'objectif suprême de la JS.

78 **La JS Suisse propose donc deux processus parallèles :**

- 79 1. Propositions de réforme transformative de l'Europe actuelle ; (dans le
80 papier : la partie « Cadre institutionnel et politique de l'Union
81 européenne », « l'UE, un marché libre avant tout », « L'UE et la Suisse :
82 entre contrainte, influence et démarcation » et « Crise climatique et UE :
83 un exemple de la nécessité de l'action coordonnée »,
- 84 2. Tout en renforçant la coopération de la gauche européenne pour préparer la
85 construction d'une nouvelle Europe fédérale et socialiste (dans le papier
86 : « Notre vision à court terme pour une meilleure UE » et « Notre vision à
87 long terme pour une Europe sociale, démocratique et écologiste »).

88 Ce papier se concentre principalement sur la politique intra-européenne en
89 raison de l'évidente tension intra-européenne et de l'importance du
90 développement futur de l'UE. Les conséquences globales des politiques
91 néolibérales, patriarcales et racistes, ainsi que des propositions de solutions,
92 sont traitées dans le papier de position « Halte à l'exploitation du Sud Global
93 » (2019)².

94 **1. Cadre institutionnel et politique de l'Union** 95 **européenne**

96 L'Europe est plus que l'UE. Sur tout le continent, les gens cohabitent car elles
97 et ils partagent des intérêts issus de leur proximité géographique mais qui
98 dépassent le niveau national, comme de bonnes infrastructures, une vie en
99 sécurité ou un environnement sain. Sur le plan institutionnel et politique, on
100 trouve par exemple l'Organisation de coopération et de développement économique
101 (OCDE), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Union de
102 l'Europe occidentale (UEO), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en
103 Europe (OSCE) et le Conseil de l'Europe, qui sont d'autres regroupements d'États
104 (notamment) Européens, mais qui sont loin d'avoir la même importance que l'UE.
105 L'analyse de ce chapitre se limite donc principalement à l'UE.

106 **Institutions de l'UE et fonctionnement juridique**

107 Le Conseil européen est composé des chef·fes d'État et des chef·fes de
108 gouvernement des États membres. Elles et ils se rencontrent quatre fois par an
109 pour prendre des décisions d'orientation pour l'UE. Les décisions les plus
110 sensibles, comme les politiques sociales, étrangères ou fiscales, doivent se
111 prendre à l'unanimité. Si cela assure l'égalité entre tous les États, ce
112 principe de décision priorise également la souveraineté des États sur le bien-
113 être de la population européenne : le veto de certains États a par exemple
114 empêché une réaction humaine à la crise migratoire dès 2015 ou longtemps bloqué
115 l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés.³

116 Le Conseil de l'Union européenne (Conseil des ministres) réunit les ministres
117 des différents États membres (à ne pas confondre avec le Conseil de l'Europe⁴).
118 Ce conseil est responsable de la législation aux côtés de la commission et du
119 parlement. Les modalités d'appointment des ministres représenté·es étant
120 propres aux États, certain·es ne sont pas élu·es par la population de leur État
121 et ont donc une légitimité démocratique critiquable.

122 La Commission européenne représente le gouvernement de l'UE. Les commissaires
123 sont nommé·es par les gouvernements des États de l'UE et élu·es par le Parlement
124 européen. Dans les faits, les commissaires sont lourdement influencé·es par des
125 lobbyistes très active·ifs à Bruxelles, qui représentent en majorité les
126 intérêts des multinationales et des associations commerciales⁵. De plus, seule
127 la Commission a le droit de faire des propositions de projets de loi.

128 Le Parlement européen est élu par les citoyen·nes de l'UE et composé de 751
129 député·es. Ces élections sont nationales, et la dimension européenne est souvent
130 totalement absente des campagnes : les parlementaires européen·nes sont donc
131 élu·es avant tout sur la base d'enjeux nationaux, voir régionaux, plutôt que
132 supranationaux. En outre, la participation est faible (50,66 % en 2019) et les
133 personnes sans citoyenneté européenne ne peuvent pas voter alors même que les

134 politiques européennes, en particulier dans le domaine de l'asile, les
135 concernent directement. Le parlement participe au processus législatif selon le
136 principe de codécision (ou procédure législative ordinaire) : aucun texte
137 législatif ne peut être adopté sans l'approbation du Conseil de l'UE. Le
138 Parlement n'a en outre lui-même aucun droit de proposition législative. Les
139 domaines de compétence du Parlement sont limités : les parlementaires n'ont pas
140 leur mot à dire sur la politique fiscale ou monétaire et n'ont par exemple qu'un
141 pouvoir limité dans les négociations d'accords de commerce internationaux. Le
142 parlement Européen a aujourd'hui clairement trop peu de pouvoir par rapport aux
143 autres institutions de l'UE.

144 Outre les quatre institutions politiques, il existe d'autres organes importants
145 de l'UE. La Cour de justice est la plus haute juridiction de l'UE, et la Cour
146 des comptes européenne est l'organe de contrôle des recettes et des dépenses de
147 l'UE. La **Banque centrale européenne** (BCE) est également importante dans
148 l'organisation de l'UE. Sa mission principale est de garantir la stabilité des
149 prix. Le marché du travail ou les critères sociaux ne jouent aucun rôle dans son
150 travail. La JS exige donc un contrôle démocratique de la Banque centrale
151 européenne et sa mise au service de l'intérêt de la population européenne de
152 manière inconditionnelle.

153 Les **traités européens** (traité sur l'Union européenne (TUE) et traité sur le
154 fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)) sont les accords conclus entre les
155 États membres de l'UE et constituent la base juridique de son fonctionnement. Le
156 reste du droit européen (droit communautaire dérivé) s'appuie sur les traités
157 européens. Ces traités énoncent notamment le principe néolibéral qui contraint
158 l'UE à pratiquer une « économie de marché ouverte où la concurrence est libre
159 »⁶. La JS rejette les principes néolibéraux inscrits dans ces traités. La
160 politique sociale est très peu présente dans les traités européens (Acte unique)
161 : intégrer les actrice·eurs sociales·aux aux négociations et accorder de faibles
162 concessions, surtout en matière de droit du travail, est d'abord un moyen de
163 garantir le développement de l'intégration économique.⁷

164 Il n'est guère possible de modifier ces traités, car tous les États membres
165 doivent approuver une modification.

166 À côté des institutions formelles de l'UE existent des groupements informels
167 d'actrice·eurs qui ont une influence considérable sur la politique européenne
168 tout en échappant aux regards publics et au contrôle démocratique. C'est par
169 exemple le cas de la Troïka, dépourvue de légitimité démocratique, que composent
170 des représentant·es de la BCE, du FMI et de la Commission européenne. Elle a été
171 créée à la suite des manifestations en Grèce menées par le gouvernement Syriza
172 contre les mesures d'austérité de l'UE. En conséquence, la Grèce s'est vue

173 couper les vivres à partir de 2010 afin de mettre son gouvernement de gauche à
174 genoux.

175 Les **agences européennes** sont d'autres organes de l'UE. Elles ne s'appuient pas
176 sur les traités fondateurs de l'UE mais sont créées par les institutions de l'UE
177 pour mettre en œuvre le droit européen. Un exemple connu de ces agences est
178 Frontex, le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, qui fait
179 partie des responsables de la politique anti-humanitaire de l'UE et des États-
180 nations en matière de migration et d'asile.

181 Les agences se voient laisser une pleine autonomie afin que les autres
182 institutions puissent se concentrer sur les "grandes" stratégies économiques et
183 politiques. Le contrôle de leurs activités est censé être assuré par le Conseil
184 européen mais, dans les faits, cela n'aboutit ni à une obligation contraignante
185 de rendre des comptes ni à un contrôle efficace de leur travail. Dans le cas de
186 Frontex, ces contrôles sont même utilisés pour dissimuler les violations graves
187 des droits humains dont l'agence est coupable⁸. C'est une décision politique
188 consciente.

189 Le déficit démocratique de l'UE

190 Il existe un déficit démocratique massif dans les institutions européennes.
191 L'Union européenne est loin d'être une démocratie parlementaire, et cela n'a
192 d'ailleurs jamais été son but : puissants gouvernements néolibéraux, grandes
193 entreprises et lobbying de l'économie privée y travaillent pour la dérégulation
194 économique et non pour les intérêts des peuples européens. Seul le **Parlement**
195 **européen** est élu directement par les citoyen·nes des États membres, dans les
196 limites mentionnées plus haut. Les membres des autres institutions européennes
197 ont une légitimité démocratique variable, voire nulle si elles et ils
198 représentent des pays où la démocratie est remise en question, comme la Hongrie
199 ou la Pologne. Enfin, l'application du droit de l'UE à presque tous les domaines
200 de la politique laisse une faible marge de manœuvre aux pays : la majorité du
201 droit en vigueur dans les États membres est décidé principalement par les
202 ministres regroupé·es au sein du Conseil, court-circuitant ainsi les parlements
203 nationaux en vertu de la priorité du droit européen sur le droit national. Les
204 populations des États membres peuvent ainsi se retrouver soumises à des lois
205 qu'elles ne peuvent pas influencer et qui n'ont pas été adoptées par leurs
206 représentants.

207 Dans cette composition non-démocratique, il arrive que des gouvernements
208 nationaux blâment l'UE pour des mesures néolibérales impopulaires alors qu'ils
209 ont eux-mêmes voté en leur faveur au sein des instances européennes. D'un autre
210 côté, il faut reconnaître que certaines avancées importantes ont été intégrées
211 dans les politiques des États membres par le biais de la législation européenne.

212 La JS Suisse formule donc les revendications suivantes en faveur de la
213 démocratisation de l'UE :

214 - Au sein du Conseil européen, le principe de décision par unanimité doit être
215 totalement aboli en faveur du vote à la majorité qualifiée.

216 - Le Parlement européen doit avoir un droit de proposition législative.

217 - La population européenne doit disposer d'instruments de démocratie directe,
218 comme un droit d'initiative citoyenne contraignante que la Commission européenne
219 serait obligée de traduire en proposition législative. Il doit également être
220 possible pour la population européenne d'exiger des modifications des traités
221 européens.

222 - Les groupements informels et non-démocratiques doivent être dissous.

223 - Les tâches des agences européennes doivent être effectuées par des
224 institutions contrôlables de façon démocratique et des mécanismes de contrôle
225 efficaces doivent être introduits.

226 La gauche en Europe

227 Le rôle de la **gauche en Europe** mérite également toute notre attention. Il a en
228 effet changé au fil du temps et diffère considérablement selon les mouvements et
229 les partis. À l'époque de Schröder et de Blair, à partir des années 90, la
230 social-démocratie a activement fait la promotion du néolibéralisme sous la forme
231 du social-libéralisme. D'autres partis de gauche, comme le Parti socialiste au
232 Portugal ou Syriza en Grèce, se sont activement opposés à l'UE à la suite de la
233 crise financière et ont tenté d'atténuer les conséquences de l'Europe
234 capitaliste à travers leurs politiques économiques nationales. Aujourd'hui, il
235 ne reste que peu de forces de ces mouvements de protestation.

236 La gauche parlementaire au sein de l'UE se présente aujourd'hui ainsi :

237 Les candidat·es au Parlement européen sont présenté·es par les partis nationaux
238 et s'organisent en fractions, dont trois sont plus ou moins orientée à gauche :
239 les socio-démocrates S&D, les verts et les régionalistes G/EFA, et la fraction
240 anticapitaliste de gauche GUE/NGL. Ensemble, ces fractions totalisent 255 des
241 705 sièges. Cela ne correspond cependant pas au nombre réel de parlementaires de
242 gauche, car certains partis au sein des fractions ne suivent absolument pas une
243 politique orientée à gauche. On trouve également quelques éléments de gauche qui

244 n'appartiennent pas à une fraction et ne sont donc pas pris en compte dans ce
245 total. Évidemment, aucune révolution socialiste ne pourra se faire à travers les
246 institutions européennes, mais, s'il est question de transformations sociales et
247 écologiques substantielles, le Parlement européen paraît le mieux placé pour en
248 initier les dynamiques – qui pour l'instant sont au point mort au vu de la
249 faiblesse de la gauche de rupture à l'échelle européenne.

250 Les positions des partis européens de gauche sur l'UE sont disparates et
251 manquent souvent d'ambition et de critique conséquente¹⁰. Les partis socialistes
252 européens soutiennent en grande majorité l'UE et ses institutions, peinant à
253 implémenter des réformes qui limiteraient l'influence des lobbies financiers et
254 commerciaux au profit d'une Europe plus sociale et solidaire. En Angleterre, en
255 Allemagne et au Portugal, l'idéal d'ouverture européen en matière économique est
256 considéré aujourd'hui au sein des partis socialistes comme primant sur les
257 aspects négatifs que la dérégulation a sur les droits des travailleuse·eurs. En
258 revanche, en France, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES)
259 soutient la désobéissance aux traités européens dans le but de défendre "la
260 souveraineté et les intérêts du peuple français", notamment pour permettre plus
261 d'investissements dans les services publics et la transition écologique et "pour
262 réorienter les politiques européennes vers le mieux-disant social et
263 écologique". Ce dernier exemple montre donc que l'unité à gauche est possible
264 même autour de la question européenne, car toute gauche qui se respecte admet
265 désormais le besoin de désobéir aux règles européennes les plus
266 antidémocratiques et ineptes, sans pour autant revendiquer une sortie.

267 La Confédération européenne des syndicats est également un acteur important de
268 la défense des travailleuse·eurs européen·nes, bien que son action se concentre
269 au sein des institutions et qu'elle défende les partenariats sociaux plutôt que
270 la lutte syndicale, or la JS considère que les transformations politiques les
271 plus radicales et nécessaires viennent de la rue et non des parlements.

272 Nous avons besoin d'une gauche unifiée, qui rassemble les partis, les mouvements
273 sociaux et les syndicats en Europe derrière une vision commune. Ce ne sont pas
274 de vulgaires rêveries : des mouvements et des partis comme Momentum en Grande-
275 Bretagne, Syriza en Grèce, 15M et Unidas Podemos en Espagne, La France Insoumise
276 en France, etc. avaient et ont toujours un grand potentiel pour unir les
277 populations de tous les pays européens derrière les idéaux du socialisme. La
278 gauche européenne doit mettre l'accent sur les droits des travailleuse·eurs et
279 la défense des droits fondamentaux. Elle doit aussi s'inscrire dans une ligne
280 internationaliste, car seule la souveraineté des peuples est légitime. Une
281 gauche unie sera également capable de lutter efficacement contre la menace que
282 représente la montée de l'extrême-droite dans de nombreux pays européens comme
283 la France, l'Italie ou la Hongrie.

284 **2. L'UE, un instrument du capital avant tout**

285 Comme nous l'avons vu plus haut, l'UE est avant tout un espace économique
286 capitaliste, dans lequel l'intégration économique des États-nations est au
287 premier plan. Son objectif principal est un développement européen axé sur la
288 concurrence. Les étapes concrètes qui ont suivi la fondation de l'UE ont été le
289 démantèlement des barrières commerciales, la limitation des processus
290 démocratiques liés à la politique économique au sein des États-nations et les
291 privatisations. La politique sociale était et reste tout au plus un domaine de
292 second ordre au sein de l'UE.

293 Le marché intérieur européen est l'objectif principal de l'UE et comprend quatre
294 "libertés" : la libre circulation des marchandises, la libre prestation de
295 services, la libre circulation des capitaux et des paiements, et la libre
296 circulation des personnes. Le problème principal de cette liberté est le
297 bénéfice unilatéral qu'en tirent les grandes entreprises. La libre circulation
298 des personnes représente certes un abaissement des frontières nationales et une
299 réelle avancée dans les droits des citoyen·nes des États membres de Schengen et
300 de l'UE, mais les restrictions nationales, par exemple dans le domaine des
301 prestations sociales, relativisent fortement cette libre circulation des
302 personnes. Cette pression nuit à la protection des travailleuse·eurs au profit
303 des grandes entreprises du monde entier.

304 **Protection des droits des travailleuse·eurs**

305 Au sein de l'Europe, les différences entre les États membres en matière de
306 droits des travailleuse·eurs sont énormes. Ainsi, les salaires sont par exemple
307 deux fois plus élevés au Danemark qu'en Bulgarie. Les États membres dont la
308 productivité est relativement faible ont subi une forte pression sur les
309 politiques salariales et fiscales après l'introduction de l'euro afin de
310 maintenir leur compétitivité.

311 Les différences des coûts de la vie et du travail permettent aux grandes
312 entreprises européennes de maximiser leurs profits : elles produisent meilleur
313 marché dans certains pays, en particulier en Europe de l'Est, en profitant de
314 salaires plus bas, et gardent leur siège social en Europe occidentale,
315 contrôlant ainsi une grande partie de la chaîne de production. Ce processus
316 s'appelle l'intégration verticale de l'économie. En résulte du dumping salarial,
317 ou sous-enchère salariale, qui tire les salaires de toutes les
318 travailleuse·eurs vers le bas s'il n'est pas combattu. En 1996, l'UE a introduit
319 la directive sur les travailleuse·eurs détaché·es afin d'offrir de meilleures
320 conditions de travail aux personnes travaillant dans un autre pays de façon

321 temporaire, qui a été reprise en Suisse sous la forme des mesures
322 d'accompagnement¹¹. Cependant, ce n'est pas suffisant : la protection des
323 travailleuse·eurs en Europe est fragilisée par la baisse du taux de
324 syndicalisation et, dans la plupart des pays européens, la faible couverture par
325 des conventions collectives de travail et la jurisprudence de la Cour de justice
326 européenne en faveur du capital, qui contrecarre quasi systématiquement les
327 actions syndicales pour le respect des droits sociaux.

328 **Politique monétaire : la stabilité de l'Euro avant le bien-être des habitant·es**
329 **de l'Europe**

330 L'introduction de l'euro en tant que monnaie unique a permis d'éliminer les
331 incertitudes liées aux fluctuations des monnaies nationales. Le revers de la
332 médaille est la limitation des politiques économiques nationales. Les États sont
333 contraints de respecter les critères de stabilité de la monnaie unique ; les
334 États membres ont ainsi perdu le droit de s'endetter. Ce manque de liberté a
335 entraîné des situations désastreuses, particulièrement au cours de la crise
336 économique et financière mais également durant la crise du coronavirus. Les
337 États membres ont été contraints de mener une politique d'austérité et ont dû
338 appliquer une politique économique néolibérale, indépendamment des majorités
339 nationales et des besoins de la population, sur le dos des travailleuse·eurs et
340 des plus pauvres. Les pays grands perdants, comme la Grèce, l'Italie, le
341 Portugal, l'Espagne et l'Irlande, ont dû se plier aux coupes sociales, aux
342 privatisations et au démantèlement des droits des travailleuse·eurs. La
343 population portugaise a réussi à s'en libérer. Les grandes manifestations contre
344 la crise ont conduit à une nette progression des deux partis de gauche radicale
345 Bloco de Esquerda et des communistes, qui ont ensuite mené à un gouvernement
346 anti-austérité constitué par le Parti socialiste, de 2015 aux élections de 2022.
347 L'exemple du Portugal montre bien que la gauche européenne doit se mobiliser
348 contre le démantèlement voulu par les mesures néolibérales dans les États-
349 nations et s'unir pour créer une pression. Les protestations sociales émanant de
350 la population d'un État membre peuvent apporter de réelles améliorations et
351 mettre l'UE sous pression.

352 La JS se bat résolument pour les 99 %, donc pour les droits des
353 travailleuse·eurs.

354 Outre la défense de nos droits en Suisse, la lutte internationale contre le
355 néolibéralisme et l'exploitation est également cruciale. Les salaires, les
356 conditions de travail, les assurances sociales et la politique familiale doivent
357 être au centre de la lutte pour une Europe unie. La JS Suisse exige donc une
358 politique salariale et tarifaire coordonnée, ainsi qu'une politique industrielle
359 et de services sociale et écologique.

360 En outre, en Suisse, en Europe et dans le monde entier, une politique fiscale
361 efficace en faveur de la redistribution du capital aux travailleuse·eurs et de
362 la limitation du pouvoir des grandes entreprises est essentielle.

363 Ainsi, la JS Suisse formule les revendications suivantes à court terme pour une
364 politique économique européenne en faveur des 99 % :

- 365 • Les économies des États-nations doivent être libérées du joug de la
366 monnaie unique, et donc de la pression sur les acquis sociaux.

- 367 • Dans le cadre des négociations actuelles avec l'UE, la gauche suisse doit
368 s'engager, en particulier pour l'introduction de la directive sur la
369 citoyenneté européenne, de salaires minimaux et de mesures d'égalité
370 salariale.

- 371 • Harmonisation d'une politique sociale équitable dans toute l'Europe pour
372 surmonter les contraintes néolibérales du système économique européen
373 actuel.

- 374 • Introduction d'un impôt minimal global pour les grandes entreprises.

- 375 • Renforcement du soutien de l'action syndicale et extension automatique des
376 conventions collectives de travail.

- 377 • Les entreprises ayant leur siège social dans l'UE doivent appliquer des
378 normes de travail et environnementales tout au long de la chaîne de
379 production, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

- 380 • Introduction d'un impôt européen sur les revenus du capital et la fortune.

- 381 • Introduction de conseils de travailleuse·eurs à l'échelle de l'UE pour les
382 entreprises opérant dans plus d'un pays.

383 **3. L'UE et la Suisse : entre contrainte,** 384 **influence et démarcation**

385 Par le passé, la gauche suisse s'est beaucoup intéressée à la question de la
386 protection des travailleuse·eurs en conflit avec l'intégration européenne. Dans
387 le cadre de la libre circulation des personnes, des mesures d'accompagnement en
388 faveur des travailleuse·eurs en Suisse ont été introduites en 2004. Elles visent
389 à empêcher le dumping salarial et les conditions de travail abusives. Si elles
390 étaient initialement une reprise du droit européen, elles ont été développées et
391 sont aujourd'hui qualifiées de "discriminatoires" par l'UE, notamment parce que
392 les entreprises européennes ont 8 jours pour déclarer les travailleuse·eurs
393 qu'elles "détachent" en Suisse, contrairement à 4 dans l'UE. Les mesures
394 d'accompagnement ont également permis d'étendre sensiblement le droit des
395 travailleurs et travailleuses dans de nombreuses branches en facilitant le rôle
396 contraignant de certaines conventions collectives. Elles représentent
397 aujourd'hui en Suisse des acquis sociaux qui ne seraient sans elles pas
398 protégés.

399 La Suisse est liée à l'Europe par des traités bilatéraux. Outre l'accord de
400 libre-échange, il s'agit des accords bilatéraux. Après le rejet de l'adhésion à
401 l'Espace économique européen (EEE) en 1992, la population suisse adopte en 2000
402 les Accords bilatéraux I, qui marquent le début de la voie bilatérale, en même
403 temps que les mesures d'accompagnement. Les différents accords des Accords
404 bilatéraux I sont liés entre eux par une clause guillotine¹². Ils sont suivis en
405 2005/2006 par l'élargissement de l'UE vers l'Est et l'introduction des Accords
406 bilatéraux II. Ils comprenaient notamment l'introduction de Schengen/Dublin, ou,
407 dans le cadre des négociations, le « milliard de cohésion ». En 2009, la Suisse
408 dit oui à l'extension de l'UE à la Roumanie et à la Bulgarie et à l'extension
409 des mesures d'accompagnement. En 2014, l'UDC gagne la votation sur son
410 initiative contre l'immigration de masse, qui remet notamment en question la
411 libre circulation des personnes¹³. En 2016, le Conseil fédéral fait savoir au
412 Conseil de l'UE que la demande d'adhésion de la Suisse à l'UE doit être
413 considérée comme retirée. En 2020, l'UDC échoue dans les urnes avec son
414 initiative de limitation, qui aurait eu pour conséquence la résiliation de la
415 libre circulation des personnes.

416 Un autre thème récurrent est l'obligation de reprendre de manière dynamique la
417 jurisprudence européenne en Suisse. De nombreuses jurisprudences sont
418 immédiatement transposées dans le droit suisse, et la Suisse fait ainsi partie
419 intégrante de l'Europe. La Suisse n'a souvent aucune possibilité d'influencer ce
420 droit, ce qui pose un sérieux problème compte tenu de l'orientation néolibérale
421 et anti-migratoire de l'UE. Un éventuel succès d'un référendum en la matière
422 conduirait à une renégociation presque sans espoir ou à la sortie du traité.
423 L'exemple le plus récent est la votation sur Frontex et la discussion sur une
424 éventuelle sortie des accords de Schengen/Dublin.

425 La discussion actuelle sur la relation Suisse-UE a pour toile de fond le fait
426 que le réseau de traités, composé d'une vingtaine d'accords bilatéraux et de
427 plus d'une centaine d'autres traités, n'est plus toléré en raison de l'inertie
428 de sa construction, et que la Suisse s'est elle aussi déclarée favorable à
429 l'uniformisation sous un accord-cadre. Outre l'unification, l'UE exige un
430 mécanisme de règlement des éventuels litiges entre la Suisse et l'UE.

431 En 2021 a été présenté l'accord-cadre institutionnel. Il a été fortement
432 combattu par les syndicats, mais aussi par la droite, notamment en raison des
433 aversions mentionnées. L'accord-cadre aurait considérablement affaibli les
434 mesures d'accompagnement¹⁴ et n'était donc pas suffisant. En voyant
435 l'intransigeance syndicale sur cette question, le Conseil fédéral a préféré, à
436 travers une alliance du PLR avec l'UDC, abandonner toute négociation plutôt que
437 d'entrer en matière sur d'autres points importants pour l'UE mais incompatibles
438 avec les idéaux politique conservateurs de la droite bourgeoise helvétique telle
439 que la directive sur la citoyenneté européenne. Depuis l'échec de l'accord-
440 cadre, l'UE n'est plus disposée à renouveler les relations actuelles avec la
441 Suisse ou à conclure de nouveaux accords. Le non-renouvellement des accords
442 existants d'accès au marché entraîne d'importantes restrictions en matière
443 d'autorisation des produits.

444 De plus, la Suisse ne peut plus s'associer dans les domaines de la formation, de
445 la recherche et de l'innovation, ce qui entraîne des désavantages massifs pour
446 certaines personnes et secteurs. Pour les étudiant·es, en particulier, cette
447 situation est déplorable. Les étudiant·es suisses risquent de perdre le contact
448 avec la recherche actuelle et l'accès aux programme d'échange européens. Cette
449 situation ne peut et ne doit pas devenir permanente.

450 **Sommes-nous dans une impasse ?**

451 La gauche suisse est confrontée à un grand défi. D'une part, la critique de l'UE
452 est justifiée et nécessaire. Il est important de se démarquer de la critique
453 faite par la droite conservatrice : il est indispensable d'inscrire nos
454 critiques de l'UE dans un axe internationaliste cohérent et de ne jamais tomber
455 dans des critiques d'ordre culturel.

456 De plus, il est urgent d'agir : la rupture de la relation avec l'UE se répercute
457 sur l'économie et la société.

458 Parmi les premiers avantages de la Suisse face à l'UE se trouvent les
459 instruments de démocratie directe. Nous bénéficions en outre des mesures
460 d'accompagnement à la libre circulation des personnes. De plus, la Suisse

461 continue dans une certaine mesure de protéger les services publics. Dans l'UE,
462 les aides de l'État sont limitées. En Suisse, en comparaison, de nombreuses
463 institutions sont encore en mains publiques (électricité, transports publics,
464 santé, éducation), mais il faut tout de même reconnaître que la tendance
465 néolibérale au démantèlement des services publics et de l'approvisionnement de
466 base prédomine chez nous.

467 La JS reconnaît que la marge de manœuvre vis-à-vis de l'UE en tant que pays
468 intégré mais non membre est relativement faible. Ainsi, les accords et les
469 reprises de droit peuvent être retardées puis recalibrées au moyen du
470 référendum, mais la Suisse ne peut pas se soustraire à ces directives. Il est
471 malheureusement impossible de se retirer de cet enchevêtrement de dépendances,
472 d'accords et de proximité géographique.

473 **La JS s'engage donc pour un renforcement de l'internationalisme européen au sein**
474 **de la gauche pour exercer une influence sur la politique de l'UE par le biais**
475 **de la lutte ouvrière, des grèves, des stratégies internes à la gauche et des**
476 **coopérations.**

477 **4. Crise climatique et UE : un exemple de la** 478 **nécessité de l'action coordonnée**

479 Étant le principal défi de notre époque, la politique climatique doit aussi
480 trouver une place dans la question européenne. La JS défend clairement le zéro
481 émissions de CO₂ net d'ici 2030, et évalue chaque action en matière de politique
482 climatique par rapport à cet objectif. De plus, la JS revendique clairement le
483 "System Change Not Climate Change" : la lutte contre la crise climatique doit
484 toujours être une lutte anticapitaliste et pour les 99 %, car le capitalisme est
485 le responsable de cette calamité destructrice. L'UE, en tant qu'organisation
486 supranationale, a une responsabilité particulière dans la lutte contre la crise
487 climatique, non seulement parce qu'elle dispose des moyens financiers et
488 techniques nécessaires, mais surtout parce que l'époque où la politique
489 climatique était exclusivement efficace au niveau national est indubitablement
490 révolue. L'Europe, en tant que centre de la prospérité mondiale, porte
491 considérablement plus de responsabilité que le Sud global exploité dans la mise
492 en œuvre de solutions à la crise climatique. Les modes de vie et de production
493 européens, basés sur l'exploitation du Sud global, montrent que l'Europe se doit
494 tout particulièrement de s'impliquer dans la lutte contre la crise climatique.

495 D'une manière générale, on peut reconnaître que, dans le contexte de la
496 politique mondiale, l'UE a jusqu'à présent joué un rôle précurseur dans la lutte
497 contre la crise climatique, mais elle ne va nettement pas assez loin et son ADN

498 néolibéral la rend incapable de stopper la crise climatique en suivant le
499 principe de la justice climatique. Les mesures présentées dans le cadre du Green
500 Deal européen, comme l'échange de droits d'émissions (traité ci-après), la
501 stratégie du "Derisking"¹⁵ ou la taxonomie récemment révisée des activités
502 économiques "respectueuses de l'environnement", continuent à évoluer dans le
503 cadre étroit de l'économie orientée vers le profit et donc de l'exploitation des
504 individus et de leur lieu de vie. Les questions de justice sociale ne sont
505 traitées que de manière marginale.¹⁶

506 Pourtant, la politique climatique de l'UE est aujourd'hui bien plus avancée que
507 celle de la Suisse et de nombreux autres États. Le Green Deal européen, qui fait
508 partie de la politique climatique européenne, doit tracer la voie vers le zéro
509 émissions net en 2050. Dans ce cadre, la Commission européenne a présenté le
510 paquet « Fit for 55 », qui contient des mesures visant à réduire les émissions
511 de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport à 1990.

512 L'instrument principal de la politique climatique européenne est l'échange de
513 droits d'émission. Des droits d'émission¹⁷ sont émis en quantité limitée puis
514 négociés sur le marché. C'est un système auquel la Suisse participe également,
515 et par lequel elle prétend se soustraire à des mesures de protection du climat.
516 Ce système contribue très peu à la réduction des gaz à effet de serre et couvre
517 moins de la moitié des gaz nocifs pour le climat. En revanche, il repose sur une
518 stratégie purement commerciale, qui fait clairement passer le profit avant le
519 bien-être de toutes et tous. Cela ne résout ni les questions d'urgence, ni
520 celles de justice sociale.

521 La récente décision du Parlement européen concernant le règlement sur la
522 taxonomie constitue un développement déplorable de la politique climatique
523 européenne. La taxonomie détermine quelles activités économiques doivent être
524 considérées comme écologiquement durables afin de pouvoir déterminer la
525 durabilité d'un investissement, or, en juillet 2022, le gaz et l'énergie
526 nucléaire ont été ajoutés a posteriori à la liste des possibilités
527 d'investissement durable, ce qui constitue un recul désastreux.

528 Un point important à reprocher à la politique climatique de l'UE est qu'elle
529 continue d'envisager pour l'avenir une gestion privée par des multinationales de
530 l'approvisionnement en énergie. Nous avons besoin d'un contrôle démocratique
531 d'un approvisionnement en énergie durable qui place le climat avant les profits
532 des grandes entreprises.

533 Le transport représente un autre facteur important. Il est responsable d'une
534 grande partie des émissions de gaz à effet de serre. Les accords de libre
535 échange renforcent ces émissions et doivent donc être combattus dans leur forme

536 actuelle (ex. : TTIP/TiSA).

537 Autre moteur de la crise climatique, le secteur agricole est contrôlé par
538 quelques grandes entreprises. Le déséquilibre de pouvoir entre les entreprises
539 et les consommatrice·teurs et travailleuse·eurs est considérable. Il pousse les
540 petites entreprises agricoles hors du marché, viole systématiquement les droits
541 humains et animaux, déclenche des famines notamment en raison de la politique
542 d'exploitation des surfaces agricoles et de la spéculation alimentaire dans le
543 Sud global, et alimente la crise climatique. La politique agricole de l'UE est
544 l'un de ses plus anciens domaines politiques et prend la forme d'une politique
545 agricole commune (PAC). Le Parlement européen a adopté les nouvelles lignes
546 directrices de la PAC pour la période 2021-2027, remettant ainsi fortement en
547 question les objectifs du Green Deal. La politique agricole européenne doit se
548 concentrer sur les petites et moyennes exploitations ainsi que sur les
549 exploitations aux structures diversifiées.

550 En résumé, on peut affirmer que l'UE fait bien trop peu contre la crise
551 climatique. Il est également difficile d'affirmer que la politique climatique
552 actuelle de l'UE, ou une politique climatique plus ambitieuse, aurait la moindre
553 chance auprès de ses États membres. Les États membres favorables au charbon, à
554 l'industrie automobile ou encore le renforcement des partis populistes de droite
555 en Europe représentent d'importants obstacles. Dans la perspective d'une
556 politique climatique anticapitaliste, l'UE, en tant que communauté d'États
557 uniquement focalisée sur l'intégration économique, n'en fera jamais assez. Il
558 faut renforcer considérablement la pression internationale sur les États-
559 nations, mais aussi sur les institutions de l'UE. La politique climatique
560 européenne doit se détacher complètement des principes néolibéraux et suivre les
561 revendications du mouvement pour le climat et les analyses du GIEC. La vie doit
562 passer avant les profits, radicalement et suivant la justice sociale.

563 La JS formule ainsi les revendications suivantes en matière de politique
564 climatique européenne :

- 565 • une augmentation massive des investissements dans les énergies
566 renouvelables et la lutte contre le nucléaire et le gaz.

- 567 • une transition plus rapide et plus efficace des voies de transport vers
568 des systèmes de transport plus respectueux de l'environnement,
569 l'utilisation de technologies plus efficaces sur le plan énergétique –
570 sans pour autant augmenter considérablement la consommation d'énergie – et
571 donc une réduction du besoin de transport international.

572 • une politique agricole respectueuse du climat, avec des investissements
573 dans une transformation de l'agriculture qui contribuent efficacement aux
574 objectifs en matière d'environnement, de protection des animaux et de
575 climat.

576 • un soutien financier et logistique aux pays du Sud global dans la lutte
577 contre la crise climatique et le développement des énergies renouvelables,
578 sans engagement de ces pays en dehors du domaine climatique.

579 **5. Quel avenir proche pour notre relation avec** 580 **l'UE ?**

581 La JS Suisse ne peut éviter de se positionner par rapport à l'UE, non seulement
582 en raison de la situation géographique de la Suisse et de sa dépendance
583 économique, mais aussi parce que notre conviction internationaliste est que nous
584 voulons lutter pour toutes les personnes et pas uniquement pour la population
585 suisse. Trop souvent, les discussions politiques autour de l'UE sont abordées
586 avec un sentiment d'indépendance et de ne pas être concerné·es (on parle de
587 sentiment de « Sonderfall »). Il n'est pas rare que ce sentiment s'inscrive dans
588 un nationalisme qui prévaut chez les représentant·es de l'extrême-droite. Mais
589 la gauche aussi se cache rapidement derrière le rejet de la construction
590 néolibérale, antidémocratique et inhumaine aux frontières qu'est l'UE, empêchant
591 une réelle réflexion sur les approches internationalistes de la transformation
592 politique. Il faut en outre reconnaître que, dans de nombreux domaines, la
593 Suisse n'est pas meilleure que l'Europe unie, comme l'a montré notre analyse.

594 Les grandes lacunes mises en évidence ci-dessus et l'analyse remettent en
595 question l'UE dans son ensemble. Le manque de démocratie, le néolibéralisme et
596 les dysfonctionnements réduisent la volonté de s'engager en faveur de l'UE.
597 Toutefois, les développements néolibéraux se manifestent également en Suisse
598 depuis les années 80, car il s'agit d'un problème global et non spécifique à
599 l'UE. Il est également important de reconnaître que le type actuel de relation à
600 l'UE mène à l'adoption uniquement des règlements néolibéraux et pas des
601 règlements progressistes. La question de l'adhésion mérite donc d'être posée
602 sérieusement : c'est une question à long terme d'internationalisme, qui, comme
603 le montre l'analyse, doit être développée, ainsi qu'une question de solidarité
604 avec l'ensemble des populations européennes, qui ne profitent pas d'un niveau de
605 vie aussi privilégié que le nôtre.

606 La peur au sein de la gauche suisse d'une discussion sur la question d'une

607 éventuelle adhésion à l'UE l'empêche de prendre une position détaillée sur l'UE
608 et la place dans une position attentiste et passive. En tant que JS, notre
609 combat ne devrait pas se centrer sur les modalités de la relation Suisse-UE mais
610 sur la lutte contre le pouvoir des possédant·es et pour une gauche européenne
611 forte et ambitieuse. Nous devons collaborer avec des partis de gauche et des
612 mouvements sociaux de toute l'Europe. Seule une gauche renforcée au niveau
613 européen aura réellement le pouvoir de réaliser nos objectifs, et seule une
614 gauche européenne unie peut développer une vision à long terme pour l'Europe et
615 la façonner ensemble.

616 Ainsi, à court et à moyen terme, nous demandons au Conseil fédéral de défendre
617 les revendications suivantes dans toutes les phases futures des relations
618 diplomatiques entre la Suisse et l'UE :

- 619 1. Politique sociale : adoption de la citoyenneté européenne, extension des
620 compétences de l'UE dans le domaine social ;

- 621 2. Politique économique et financière : imposition des entreprises (reprise
622 de la réforme de l'OCDE à partir de 2023), modification de la
623 jurisprudence en faveur de mesures syndicales et prévention de la
624 concurrence fiscale internationale ;

- 625 3. Protection des salaires : salaires minimums dans toute l'Europe, à moins
626 que des réglementations plus efficaces n'aient été mises en place (comme
627 par exemple dans les pays du Nord), protection des travailleuse·eurs ;

- 628 4. Démocratie : suppression de l'obligation d'unanimité, renforcement des
629 instruments du Parlement, introduction de l'initiative législative¹⁸;

- 630 5. Service public : renversement de la logique de privatisation, suppression
631 de l'interdiction des aides étatiques ;

- 632 6. Politique climatique : neutralité CO₂ d'ici à 2030, une politique
633 climatique rigoureuse n'autorisant ni nucléaire ni gaz dans sa taxonomie
634 et prenant des mesures plus efficaces que l'échange de certificats
635 d'émission ;

636 7. Politique migratoire : reconnaissance du droit d'asile, introduction de
637 l'asile en ambassade et création de voies de fuite sûres, reconnaissance
638 de la clause humanitaire dans l'accord de Schengen/Dublin et élargissement
639 radical des motifs de fuite reconnus

640 Si l'adhésion de la Suisse à l'UE devait être envisagée, la JS considère que le
641 maintien de la démocratie directe et des droits des travailleuse·eurs tels que
642 la protection des salaires et des emplois ainsi que la garantie des services
643 publics (CFF, système énergétique, etc.) constituent des conditions préalables
644 non négociables à une adhésion. Mais la lutte ne s'arrête pas là. L'objectif
645 suprême de la future Europe doit être et reste une vie épanouissante pour
646 tou·tes les Européen·nes, dans le respect de la justice sociale.

647 **6. Notre vision pour une Europe sociale,** 648 **démocratique et écologique**

649 Le *Manifeste de Ventotene* sert de base pour la vision d'une future Europe
650 socialiste. Il esquisse l'idéal d'un fédéralisme européen. Les autrice·eurs de
651 l'époque considèrent que la souveraineté des États-nations est à l'origine de la
652 Seconde Guerre mondiale et appellent donc à la création d'un État fédéral
653 européen par un mouvement révolutionnaire. Le *Manifeste* se base sur des
654 conceptions socialistes et communistes de l'économie. C'est l'une des premières
655 ébauches importantes d'une intégration européenne.

656 La JS s'appuie sur ce manifeste, car elle est internationaliste et rejette
657 fondamentalement le concept de l'État-nation. Cependant, nous reconnaissons les
658 spécificités régionales sur lesquelles une certaine région géographique doit
659 pouvoir prendre des décisions autonomes. En ce sens, la JS rejette la
660 prépondérance actuelle des intérêts nationaux des États membres de l'UE s'ils ne
661 correspondent pas à des intérêts collectifs. Les intérêts des Européen·nes
662 devraient être bien plus représentés et défendus. Nous voulons une Europe
663 sociale, démocratique, féministe, écologiste et antiraciste, et nous pensons que
664 la meilleure façon pour réaliser cette vision est la construction d'une Europe
665 fédérale.

666 En tant que parti socialiste, la JS s'engage à transformer la société. Nous
667 défendons donc l'analyse suivante, issue du *Manifeste* : « La révolution
668 européenne devra être socialiste, c'est-à-dire qu'elle devra permettre
669 l'émancipation des classes ouvrières et la réalisation, à leur profit, de
670 conditions de vie plus humanisées. » La conviction du *Manifeste* comme de la JS
671 est que la condition fondamentale pour une Europe socialiste unie est la

672 création d'un mouvement révolutionnaire européen. Comme l'indique également
673 l'analyse institutionnelle et politique, le seul potentiel réside dans une
674 gauche européenne unie. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus besoin d'une
675 unique organisation qui serait le moteur de la transformation, mais plutôt que
676 tous les mouvements et partis transformateurs doivent unir leurs forces et
677 s'accorder sur une voie et une vision commune. La force de ces mouvements doit
678 lever la paralysie de la gauche des États-nations et offrir une stabilité
679 indépendante des processus internes aux États-nations. C'est pourquoi la JS
680 Suisse considère que son rôle est de créer des liens avec toutes les forces
681 transformatrices européennes, de préparer des revendications communes et de
682 s'organiser pour créer une Europe socialiste. Concrètement, cela signifie :

- 683 • Diffuser notre analyse de l'UE au sein de la YES et défendre notre vision
684 ;

- 685 • Créer des liens avec les organisations et mouvements syndicaux, féministes
686 et écologiques hors de la YES ;

- 687 • Créer des alliances, élaborer des revendications communes et organiser des
688 actions, des manifestations et des grèves à l'échelle européennes.

689 Autre enseignement important du *Manifeste* sur la voie d'une Europe socialiste :
690 « Le pouvoir ne se conquiert et ne se garde pas uniquement pas la ruse, mais par
691 la capacité à répondre de manière substantielle et vitale aux exigences de la
692 société moderne. » Cela signifie que nous devons créer des visions.

693 Une Europe socialiste est une Europe construite dans l'intérêt des 99 %, en
694 harmonie avec la nature. Pour cela, les besoins fondamentaux de toutes les
695 personnes doivent être garantis. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une
696 planification démocratique de l'économie à l'échelle européenne. Cela doit
697 passer par une coordination de plans régionaux ; les structures sociales au
698 niveau local et régional restent donc autonomes. Ces plans devront répondre aux
699 besoins régionaux de façon démocratique et décider de quels biens et services
700 sont produits – et en quelles quantités. Il doit malgré tout également être
701 possible de mener des projets communs à l'échelle du continent. Des institutions
702 démocratiques doivent être créées dans ce but, au sein desquelles des
703 représentant·es de toutes les instances locales peuvent participer aux prises de
704 décisions. Chaque instance locale doit cependant avoir la possibilité de ne pas
705 participer à un projet donné. Ainsi, notre vision reflète en un sens l'objectif
706 d'une Europe fédérale fixé par le *Manifeste de Ventotene*.

707 Pour créer une telle Europe, nous devons transformer fondamentalement la
708 société. En particulier, les transformations suivantes sont nécessaires :

- 709 1. Socialisation des entreprises existantes à partir de 100 employé·es et
710 placement sous le contrôle démocratique des travailleuse·eurs ;

- 711 2. Expropriation de la propriété foncière et redistribution de cette dernière
712 sous condition d'une organisation coopérative et sociale ;

- 713 3. Collectivisation et organisation démocratique des secteurs du travail du
714 care dont les réalités de travail ne sont pas spécifiques aux régions ;

- 715 4. Réduction massive du temps de travail, garantie d'emploi et revenu de base
716 généreux ;

- 717 5. Renforcement conséquent du service public (formation, santé, etc.) et des
718 assurances sociales ;

- 719 6. Abolition de toutes les frontières et libre circulation pour tou·tes ;

- 720 7. Mise en place de structures démocratiques au niveau local, responsables de
721 la planification de l'économie et de l'organisation de la société ;

- 722 8. Création d'institutions démocratiques au niveau européen, permettant la
723 coordination entre les niveaux locaux et la poursuite de projets communs.

724 De l'Europe néolibérale dans un monde capitaliste que nous connaissons
725 aujourd'hui, nous devons construire une Europe sociale dans un monde socialiste.
726 Nous voulons une Europe fédérale, qui respecte les décisions prises de manière
727 démocratique au niveau local tout en permettant la coordination entre ces
728 niveaux et la poursuite de projets au niveau continental. Pour pouvoir y
729 arriver, nous devons construire des liens avec toutes les organisations et
730 mouvements qui luttent pour une transformation de la société. Nous devons

731 élaborer des revendications et des stratégies communes, et nous devons lutter
732 ensemble pour un même objectif : une vie bonne pour tous·tes. En somme, nous
733 devons faire nôtre la conclusion du *Manifeste du Parti communiste* : Prolétaires
734 de tous les pays, unissez-vous !

735 (1) [Initiative « contre l'immigration de masse » \(2014, acceptée\), initiative de](#)
736 [mise en œuvre \(2016, rejetée\), l'initiative contre les droits humains \(2018,](#)
737 [rejetée\) et l'initiative de limitation \(2020, rejetée\).](#)

738 (2) [https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-
740 sudens/](https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-
739 sudens/)

741 [\(x\) placé au-dessus des institutions nationales](#)

742 (3) [https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-
743 abandonner-le-vote-a-l-unanimite/](https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-
743 abandonner-le-vote-a-l-unanimite/)

744 (4) [Le Conseil de l'Europe ne fait pas partie des institutions de l'UE et se](#)
745 [concentre sur la protection des droits humains. La Suisse en fait partie.](#)

746 (5) <https://transparency.eu/who-has-been-lobbying-the-european-commission/>

747 (6) [Art. 119, traité sur le fonctionnement de l'Union européenne \(https://eur-
748 lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016E119\)](#)

749 (7) <https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2018-3-page-7.htm>

750 (8) [https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-
751 responsabilite-de-frontex/](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-
751 responsabilite-de-frontex/)

752 (10) [Par exemple, le Parti socialiste européen \(PSE\), a soutenu l'entrée en](#)
753 [vigueur du traité de Lisbonne alors qu'il garantit que "la concurrence ne soit](#)
754 [pas faussée" et limite le budget de l'UE à 1,27 % du PIB européen, restreignant](#)
755 [de même les possibilités d'amélioration de la vie des citoyen·nes européens.](#)

756 (11) [Les mesures d'accompagnement protègent les conditions de travail en Suisse.](#)
757 [Elles visent à prévenir le dumping salarial et les conditions de travail](#)
758 [abusives. La règle est que toutes les personnes travaillant en Suisse devraient](#)
759 [travailler suivant les conditions suisses. Lorsque des cas de dumping salarial](#)
760 [ou de violations sont découverts, différentes mesures interviennent pour](#)
761 [sanctionner la violation.](#)

762 (12) Une clause guillotine est une clause qui peut être employée pour un paquet
763 d'accords. Elle prévoit que l'ensemble du paquet est invalidé dès lors qu'un
764 accord est brisé ou déclaré invalide.

765 (13) L'initiative contre l'immigration de masse demandait notamment une
766 limitation de l'immigration et du nombre d'étrangère·ers travaillant en Suisse.
767 Ce projet a donné naissance à la "préférence nationale light" qui favorie de
768 manière xénophobe les travailleuse·eurs suisses.

769 (14) Le derisking signifie que le secteur public assume le risque économique des
770 investissements privés afin de les rendre plus attractifs, au lieu de réaliser
771 lui-même des investissements. Le derisking suit donc la logique que la
772 privatisation des bénéfices et de la socialisation des pertes.

773 (15) [https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)
774 [european-green-deal/social-climate-fund_en](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)

775 (16) Le droit d'émettre des gaz à effet de serre, dans le cadre d'une quantité
776 d'émission annuelle supportable pour la planète

777 (17) L'initiative législative permet aux populations de s'opposer à des
778 modifications législatives par le biais de référendums et d'obtenir des
779 modifications constitutionnelles par le biais de référendums. Cela renforce la
780 participation démocratique de la population.

Positionspapier

Initiator*innen: Geschäftsleitung JUSO Schweiz (beschlossen am: 20.08.2022)

Titel: Von der Europäischen Union in den Internationalismus

Antragstext

1 **Dieses Positionspapier entwickelt die Positionen der JUSO Schweiz zu Europa und**
2 **insbesondere zur Europäische Union (EU) weiter. Es soll eine Analyse von**
3 **Konfliktfeldern bieten und mittel- und langfristige Lösungsansätze aufzeigen.**
4 **Das Papier baut auf den JUSO-Positionspapieren «Für ein Europa der Menschen,**
5 **gegen ein Europa des Finanzmarktes» (2012), «10 Jahre Weltwirtschaftskrise»**
6 **(2018) und der Resolution «Europa statt Isolation» (2014) auf und nimmt jüngere**
7 **Entwicklungen auf.**

8 Als internationalistisch ausgerichtete Partei wissen wir, dass die Schweiz keine
9 Insel ist, sondern sich mitten in Europa befindet und eng mit den umliegenden
10 EU-Mitgliedstaaten verflochten ist. Es ist deshalb nur logisch, dass die JUSO
11 Schweiz eine umfassende Positionierung zur EU fasst, die sich nicht an
12 ausschliessenden Konstrukten wie Nationalstaaten orientiert, sondern am
13 Grundsatz "Proletarier*innen aller Länder vereinigt euch". Zurzeit befasst sich
14 auch die SP Schweiz mit ihrer Positionierung zur EU und diskutiert allfällige
15 Beitrittsszenarien. Das vorliegende Papier möchte die Frage nach Europa und der
16 EU jedoch grundsätzlicher stellen, damit sich die JUSO fundiert und visionär
17 sowohl in der SP als auch auf weiteren Ebenen äussern kann.

18 Die auseinanderfallende Beziehung zwischen der Schweiz und der EU, das Bröckeln
19 der EU selbst und die global zu lösenden Krisen wie die Klimakrise oder die
20 Coronakrise, machen die Auseinandersetzung mit dem Thema Europa zu einer
21 Pflicht.

22 Gerade die Bürgerlichen und Rechtskonservativen in der Schweiz, insbesondere die
23 SVP, wehren sich vehement gegen diese wichtige Auseinandersetzung: Sie greifen

24 die europäische Integration immer wieder, teils erfolgreich, an. Die letzten
25 SVP-Initiativen¹ sind Zeugnisse einer protektionistischen und rassistischen
26 rechtskonservativen Politik zugunsten des Grosskapitals und mit schweren Folgen
27 für die Bevölkerung. Umso grösser ist die Pflicht einer antinationalistischen
28 und antikapitalistischen Partei eine alternative Sicht auf Europa zu entwickeln,
29 um dem zerstörerischen Kurs der Bürgerlichen entschieden entgegenzutreten und
30 eine nachhaltige Perspektive zu bieten.

31 Weder die Geschichte noch die Gegenwart des vereinten Europas entsprechen den
32 Idealen der JUSO Schweiz. Nach dem 2. Weltkrieg und Zusammenschlüssen wie der
33 Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, die auch zum Ziel hatte künftige Konflikte
34 zwischen europäischen Ländern zu verhindern, haben sich einige Staaten Europas
35 1993 zur Europäischen Union (EU) zusammengeschlossen. Für einen gemeinsamen
36 Markt, eine gemeinsame Währung sowie gemeinsame Regeln und Institutionen
37 verzichtete dabei jeder EU-Mitgliedstaat auf einen Teil der nationalen
38 Souveränität. Neben den so entstandenen marktwirtschaftlichen Vorteilen eines
39 grossen Binnenmarktes, wurde Europa durch die EU gegenüber globalen Playern wie
40 den USA und China gestärkt. Dabei blieb allerdings die innereuropäische
41 wirtschaftliche Konkurrenz bestehen und jeder Staat musste für sich mit den
42 neuen Spielregeln umgehen. Insbesondere die Finanz- und Wirtschaftskrise von
43 2008 und deren Folgen haben klar aufgezeigt, dass das Gefälle zwischen den EU-
44 Mitgliedstaaten enorm und die Zusammenarbeit minimal ist.

45 Zu keiner Zeit war die EU ein gesamthafte, harmonisches Projekt. Jedoch haben
46 sich Krisen wie die Finanz- und Wirtschaftskrise, der Brexit oder auch die
47 fatale Migrationspolitik negativ auf den Zusammenhalt innerhalb der EU
48 ausgewirkt. In vielen Ländern Europas kann mittlerweile auch deshalb wieder ein
49 Erstarren rechtsradikaler, nationalistischer Parteien beobachtet werden. Die
50 Krisen haben durch ihre Folgen und das Versagen der europäischen Institutionen
51 zu einer verheerenden Wirtschafts- und sonstiger EU-Politik in vielen
52 Mitgliedstaaten geführt. Mit ihrem abschottenden Migrationsregime durch die
53 Grenzagentur Frontex, an den europäischen Aussengrenzen zeigt die EU ausserdem
54 ihre Unfähigkeit humanitäre Prinzipien einzuhalten und die Union selbst ist
55 durch Fehlkonstruktionen in weiteren Teilen zu einem reformunfähigen und
56 durchsetzungsunfähigen Projekt geworden, was die Behebung solcher humanitären
57 Vergehen oder eine echte Verbesserung der EU-Politik blockiert.
58 Austrittsentscheidungen wie der Brexit sind Auswirkungen dieser Entwicklungen.
59 Weitere Staaten wie Ungarn oder Polen nehmen diesen Entscheid zum Anlass
60 ebenfalls über einen Austritt nachzudenken, während Staaten auf dem Südostbalkan
61 seit Ewigkeiten auf einen Beitritt warten. Diese Unsicherheit in beide
62 Richtungen demonstriert die Instabilität der EU.
63 Die europäische Linke ist in ihrer Haltung zur EU stark gespalten. Auch in der
64 JUSO und der SP zeigt sich diese Bandbreite an möglichen Positionen zur Zukunft
65 Europas. Kritik an Neoliberalismus, Militarismus, Wirtschafts imperialismus und

66 Autoritarismus trifft auf die Hoffnung nach Frieden, nach supranationalen
67 demokratischen Strukturen und nach internationaler Lösungsfindung für die
68 grössten Fragen unserer Zeit, wie der Klimakrise, dem Kapitalismus oder des
69 Patriarchats.

70 Es stellen sich also zwei zentrale Fragen: Ist der Schweizer Staat eher in der
71 Lage, uns einer sozialistischen Gesellschaft näher zu bringen als die EU, und
72 gibt es noch Hoffnung für das Projekt der europäischen Integration? Können
73 Reformen die EU aus ihrer Krise retten und Europa in eine sozialistische Zukunft
74 führen oder muss das Projekt EU als gescheitert erklärt werden, um eine neue
75 staaten-übergreifende Struktur aufbauen zu können? Einem gewissen Realismus und
76 politischer Dringlichkeit verpflichtet kann davon ausgegangen werden, dass es
77 auf dem Weg zu einer gerechten Welt schwieriger ist, das was heute an vereintem
78 Europa übrig ist, sterben zu lassen und etwas Neues zu schaffen, als es
79 (kurzfristig) zu reformieren. Die sozialistische Transformation ist dabei
80 oberstes Ziel der JUSO.

81 **Die JUSO Schweiz schlägt daher zwei parallele Prozesse vor:**

82 1. Vorschläge zur Reform des derzeitigen Europas; (Im Papier: der Teil
83 «Institutioneller und politischer Rahmen der Europäischen Union», «Die EU
84 - in erster Linie ein freier Markt», «Die EU und die Schweiz: Zwischen
85 Zwang, Einfluss und Abgrenzung» und «Die Klimakrise und die EU: Ein
86 Beispiel für die Notwendigkeit koordinierter Massnahmen»).

87 2. Bei gleichzeitiger Stärkung der Zusammenarbeit der europäischen Linken zur
88 Vorbereitung des Aufbaus eines neuen föderalen und sozialistischen
89 Europas. (Im Papier: « Wie sieht die nahe Zukunft unserer Beziehung zur EU
90 aus?» und « Unsere Vision für ein soziales, demokratisches und
91 ökologisches Europa»).

92 Dieses Papier konzentriert sich aufgrund des innereuropäischen evidenten
93 Spannungsfeldes und der Wichtigkeit der zukünftigen Entwicklung der EU vor allem
94 auf die innereuropäische Politik. Die globalen Auswirkungen der neoliberalen,
95 patriarchalen und rassistischen Politik und Lösungsansätze dagegen werden im
96 Positionspapier "Stopp die Ausbeutung des globalen Südens" (2019) behandelt.²

97 **1. Institutioneller und politischer Rahmen der Europäischen**
98 **Union**

99 Europa ist mehr als die EU. Auf dem gesamten Kontinent leben die Menschen
100 zusammen, weil sie Interessen teilen, die sich aus ihrer geografischen Nähe
101 ergeben. Diese Interessen gehen über die nationale Ebene hinaus, wie z.B. eine
102 gute Infrastruktur, ein sicheres Leben oder eine gesunde Umwelt. Institutionell-
103 politisch sind beispielsweise die Organisation für wirtschaftliche
104 Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD), die Nordatlantikpakt-Organisation (NATO),
105 die Westeuropäische Union (WEU), die Organisation für Sicherheit und
106 Zusammenarbeit in Europa (OSZE) und der Europarat weitere wichtige
107 Zusammenschlüsse von (nicht nur) europäischen Staaten, die aber längst nicht
108 von gleicher Bedeutung sind wie die EU. Daher beschränkt sich die folgende
109 Analyse im Kapitel vorwiegend auf die EU.

110 EU-Institutionen und rechtliche Funktionsweise

111 Der **Europäische Rat** besteht aus den Staats- und Regierungschef*innen der
112 Mitgliedstaaten. Sie treffen sich viermal jährlich, um Richtungsentscheidungen
113 für die EU zu fällen. Die sensibelsten Entscheidungen, wie die zu Sozial-,
114 Aussen- oder Steuerpolitik, müssen einstimmig getroffen werden, da die EU an
115 erster Stelle eine internationale Organisation und nicht eine supranationale
116 ist. Dadurch wird zwar die Gleichheit aller Staaten gewährleistet, aber dieses
117 Entscheidungsprinzip priorisiert auch die Souveränität der Staaten gegenüber
118 dem Wohlergehen der europäischen Bevölkerung: Das Veto einiger Staaten
119 verhinderte beispielsweise eine humane Reaktion auf die Migrationskrise ab 2015
120 oder blockierte lange Zeit die Harmonisierung der Unternehmenssteuern³.

121 Im **Rat der Europäischen Union** (Ministerrat) treffen Minister*innen der
122 einzelnen Mitgliedstaaten aufeinander, der Ministerrat ist nicht zu verwechseln
123 mit dem Europarat⁴. Dieser Rat ist gemeinsam mit der Kommission und dem
124 Parlament für die Gesetzgebung zuständig. Da die Art und Weise, wie die
125 vertretenen Minister*innen ernannt werden, staatspezifisch ist, werden einige
126 von ihnen nicht von der Bevölkerung ihres Staates gewählt und haben daher eine
127 fragwürdige demokratische Legitimität.

128 Die **Europäische Kommission** stellt die Regierung der EU dar. Die
129 Kommissionsmitglieder werden von den Regierungen der EU-Staaten nominiert und
130 durch das Europaparlament gewählt. In der Praxis werden die Kommissar*innen
131 stark von den sehr aktiven Lobbyist*innen in Brüssel beeinflusst, die vor allem
132 die Interessen von multinationalen Unternehmen und Wirtschaftsverbänden
133 vertreten⁵. Ausserdem hat nur die Kommission das Recht, Gesetzesvorschläge zu
134 machen.

135 Das **Europaparlament** wird von den EU-Bürger*innen gewählt und besteht aus 751
136 Abgeordneten. Diese werden national gewählt, weswegen die europäische

137 Dimension in den Wahlkampagnen häufig völlig fehlt. Die Europaabgeordneten
138 werden so vor allem auf der Grundlage nationaler oder sogar regionaler Themen
139 gewählt und nicht auf der Grundlage supranationaler Themen. Darüber hinaus ist
140 die Wahlbeteiligung niedrig (50,66% im Jahr 2019) und Menschen ohne EU-
141 Staatsbürger*innenschaft sind nicht wahlberechtigt, obwohl sie von der EU-
142 Politik, insbesondere im Migrations- und Asylbereich, direkt betroffen sind. Das
143 Parlament ist im Gesetzgebungsprozess nach dem Prinzip der Mitentscheidung (oder
144 dem ordentliches Gesetzgebungsverfahren) beteiligt: Kein Gesetzestext kann ohne
145 die Zustimmung des Ministerrates verabschiedet werden. Das Parlament hat
146 darüber hinaus selbst kein Vorschlagsrecht für neue Gesetze. Die
147 Kompetenzbereiche des Parlaments sind auch sonst begrenzt: Die
148 Parlamentarier*innen haben kein Mitspracherecht bei der Steuer- oder
149 Währungspolitik und haben beispielsweise nur eine begrenzte Macht bei der
150 Aushandlung internationaler Handelsabkommen. Das Europäische Parlament hat
151 heute eindeutig zu wenig Macht im Vergleich zu den anderen EU-Institutionen.

152 Neben den vier politischen Institutionen gibt es weitere wichtige Organe der EU.
153 Der Europäische Gerichtshof als oberstes Gericht in der EU und der Europäische
154 Rechnungshof als Kontrollorgan für die Einnahmen und Ausgaben der EU. Wichtig
155 für die Ausgestaltung der EU ist auch die **Europäische Zentralbank** (EZB). Ihre
156 Hauptaufgabe ist die Sicherung der Preisstabilität. Der Arbeitsmarkt oder
157 soziale Kriterien spielen bei ihrer Arbeit keine Rolle. Die JUSO fordert daher
158 eine demokratische Kontrolle der Europäischen Zentralbank und eine
159 bedingungslose Indienststellung der EZB zugunsten der europäischen
160 Bevölkerung.

161 Die **Europäischen Verträge** (Vertrag über die Europäische Union (EUV) und der
162 Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV)) sind zwischen den
163 EU-Mitgliedstaaten geschlossene Abkommen und bilden die Rechtsgrundlage für die
164 Funktionsweise der EU. Das weitere EU-Recht (Sekundärrecht) basiert auf den
165 Europäischen Verträgen. In den Verträgen festgehalten ist unter anderem der
166 neoliberale Grundsatz, dass die EU eine «offene Marktwirtschaft mit freiem
167 Wettbewerb»⁶ zu betreiben hat. Die JUSO lehnt diese in den Verträgen
168 festgeschriebenen neoliberalen Grundsätze ab. Die Sozialpolitik spielt in den
169 europäischen Verträgen (Einheitliche Akte) kaum eine Rolle: Der Einbezug der
170 sozialen Akteur*innen in die Verhandlungen und die Gewährung geringer
171 Zugeständnisse, vor allem im Bereich des Arbeitsrechts, ist in erster Linie ein
172 Mittel, um die Entwicklung der wirtschaftlichen Integration zu gewährleisten.⁷
173 Es ist kaum möglich diese Verträge zu ändern, da alle Mitgliedstaaten einer
174 Änderung zustimmen müssen.

175 Neben den formellen EU-Institutionen existieren informelle Gruppierungen, die
176 einen erheblichen Einfluss auf die europäische Politik haben, sich aber der

177 öffentlichen Wahrnehmung und demokratischen Kontrolle entziehen. Die nicht
178 demokratisch legitimierte Trojka beispielsweise, mit Vertreter*innen von EZB,
179 IWF und EU-Kommission, wurde aufgrund der Proteste aus Griechenland, angeführt
180 von der Syriza-Regierung gegen EU-Sparmassnahmen, ins Leben gerufen.
181 Infolgedessen wurde Griechenland der Geldhahn 2010 zugekehrt, um die linke
182 Regierung in die Knie zu zwingen.

183 Weitere Einrichtungen der EU sind die **Europäischen Agenturen**. Sie basieren
184 nicht auf den Gründungsverträgen der EU, sondern entstehen zur Umsetzung von
185 EU-Recht und werden von den EU-Institutionen geschaffen. Eine bekannte Agentur
186 ist Frontex, die Europäische Grenz- und Küstenwache, welche mitverantwortlich
187 für die antihumanitäre Migrations- und Flüchtlingspolitik der EU und der
188 Nationalstaaten ist.

189 Den Agenturen wird das praktische Handlungsfeld eigenständig überlassen, damit
190 sich andere Institutionen auf die „grossen“ wirtschaftlichen und politischen
191 Strategien konzentrieren können. Die Kontrolle über ihre Aktivitäten sollte
192 eigentlich beim Europäischen Rat liegen, doch in der Praxis folgen daraus weder
193 eine verbindliche Rechenschaftspflicht noch eine wirksame Kontrolle ihrer
194 Arbeit. Im Fall von Frontex werden diese Kontrollen sogar dazu benutzt, die
195 schweren Menschenrechtsverletzungen, derer sich die Agentur schuldig gemacht
196 hat, zu verschleiern⁸. Das ist eine bewusste politische Entscheidung.

197 Das Demokratiedefizit der EU

198 In den europäischen Institutionen besteht ein massives Demokratiedefizit. Die
199 Europäische Union ist weit davon entfernt, eine parlamentarische Demokratie zu
200 sein, und das war auch nie ihr Ziel: Mächtige neoliberale Regierungen,
201 Grosskonzerne und Lobbyismus der Privatwirtschaft arbeiten für die
202 wirtschaftliche Deregulierung und nicht für die Interessen der europäischen
203 Bevölkerung. Einzig das Europaparlament wird direkt von den Bürger*innen der
204 Mitgliedsstaaten gewählt, innerhalb der oben genannten Grenzen. Die Mitglieder
205 der anderen EU-Institutionen sind unterschiedlich demokratisch legitimiert oder
206 gar nicht, wenn sie Länder vertreten, in denen die Demokratie in Frage gestellt
207 wird, wie z.B. Ungarn oder Polen. Schliesslich setzt die Geltung des EU-Rechts
208 in beinahe allen Bereichen der Politik in den Ländern einen engen
209 Handlungsrahmen: Die Mehrheit des in den Mitgliedstaaten geltenden Rechts wird
210 hauptsächlich von den im Rat zusammengeschlossenen Minister*innen beschlossen,
211 wodurch die nationalen Parlamente aufgrund des Vorrangs des EU-Rechts vor dem
212 nationalen Recht, umgangen werden. Die Bevölkerung der Mitgliedstaaten kann so
213 mit Gesetzen unterworfen werden, die sie nicht beeinflussen kann und deren
214 Urheber*innen sie nicht gewählt hat.

215 In dieser undemokratischen Zusammensetzung kommt es vor, dass nationale
216 Regierungen der EU die Schuld für unpopuläre neoliberale Massnahmen geben,

217 obwohl sie selbst in den europäischen Gremien dafür gestimmt haben. Auf der
218 anderen Seite muss aber auch anerkannt werden, dass gewisse wichtige
219 Fortschritte durch das EU-Recht in die Politik der Mitgliedstaaten eingeflossen
220 sind.

221 **Die JUSO Schweiz stellt daher folgende Forderungen zur Demokratisierung der EU**
222 **auf:**

- 223 • Im Europäischen Rat sollte deshalb das Prinzip der einstimmigen
224 Beschlussfassung zugunsten von qualifizierten Mehrheitsabstimmungen
225 vollständig abgeschafft werden.
- 226 • Das Europäische Parlament sollte ein Vorschlagsrecht haben.
- 227 • Die europäische Bevölkerung sollte über direktdemokratische Instrumente,
228 wie eine verbindliche Bürger*inneninitiative, verfügen, die die
229 Europäische Kommission in einen Gesetzesvorschlag umwandeln muss. Es muss
230 auch für die europäische Bevölkerung möglich sein, Änderungen der
231 europäischen Verträge zu fordern.
- 232 • Informelle und undemokratische Gruppierungen müssen aufgelöst werden.
- 233 • Die Aufgaben der EU-Agenturen müssen von demokratisch kontrollierbaren
234 Institutionen ausgeführt werden und es müssen wirksame Kontrollmechanismen
235 eingeführt werden.

236 **Die Linke in Europa**

237 Ebenfalls wichtig ist es, die Rolle der **Linken in Europa** zu betrachten. Denn sie
238 hat sich über die Zeit verändert und unterscheidet sich je nach Bewegung oder
239 Partei massiv. In Zeiten von Schröder und Blair, ab den 90er Jahren, wurde der
240 Neoliberalismus in Form des Sozialliberalismus von der Sozialdemokratie aktiv
241 vorangetrieben. Andere linke Parteien, wie die sozialistische Partei in Portugal
242 oder Syriza in Griechenland stellten sich nach der Finanzkrise aktiv gegen die
243 EU und versuchten über nationalstaatliche Wirtschaftspolitik die Folgen des
244 kapitalistischen Europa abzufedern. Heute ist von diesen Protestbewegungen wenig
245 Kraft übriggeblieben.

246 Die parlamentarische Linke in der EU präsentiert sich heute so:
247 Die Kandidat*innen für das Europäische Parlament werden von den nationalen
248 Parteien aufgestellt und organisieren sich anschliessend in Fraktionen, wobei

249 drei davon mehr oder weniger linksgerichtet sind: Die sozialdemokratische S&D,
250 die grüne und regionalistische G/EFA und die antikapitalistisch-linke GUE/NGL.
251 Zusammen haben diese Fraktionen 255 von 705 Sitzen. Dies ist jedoch nicht die
252 effektive Anzahl linker Mitglieder des Europäischen Parlaments, da einzelne
253 Parteien innerhalb dieser Fraktionen eine keineswegs linksgerichtete Politik
254 verfolgen. Ebenfalls gibt es vereinzelt Linke, die fraktionslos sind und
255 deswegen hier nicht dazugezählt wurden. Natürlich kann keine sozialistische
256 Revolution durch die europäischen Institutionen erfolgen, wenn es aber um
257 substanzielle soziale und ökologische Veränderungen geht, scheint das
258 Europäische Parlament am besten dafür geeignet zu sein. Positive Dynamiken sind
259 jedoch derzeit, angesichts der Schwäche der progressiven Linken, auf
260 europäischer Ebene ins Stocken geraten.

261 Die Positionen der europäischen Linksparteien zur EU sind uneinheitlich und es
262 mangelt ihnen oft an Ambitionen und konsequenter Kritik¹⁰. Die
263 sozialdemokratischen Parteien in Europa unterstützen mit großer Mehrheit die EU
264 und ihre Institutionen und tun sich schwer damit, Reformen umzusetzen, die den
265 Einfluss der Finanz- und Handelslobby zugunsten eines sozialeren und
266 solidarischeren Europas einschränken würden. In England, Deutschland und
267 Portugal wird heute in den sozialistischen Parteien das Ideal der
268 wirtschaftlichen Offenheit Europas als wichtiger angesehen als die negativen
269 Auswirkungen der Deregulierung auf die Rechte der Arbeiter*innen. In Frankreich
270 hingegen unterstützt die neue ökologische und soziale Allianz (Nupes) den
271 Ungehorsam gegenüber den europäischen Verträgen, um «die Souveränität und die
272 Interessen des französischen Volkes» zu verteidigen, insbesondere um mehr
273 Investitionen in öffentliche Dienstleistungen und die ökologische Transformation
274 zu ermöglichen und «die europäische Politik neu auf das sozial und ökologisch
275 Beste auszurichten». Dieses letzte Beispiel zeigt jedoch, dass eine Einheit der
276 europäischen Linken sogar um die europäische Frage herum möglich ist. Denn jede
277 linke Partei oder Organisation, die etwas auf sich hält, räumt inzwischen ein,
278 dass es eine Notwendigkeit gibt, sich gewissen europäischen Regeln zu
279 widersetzen, ohne jedoch einen Austritt zu fordern.

280 Der Europäische Gewerkschaftsbund ist ebenfalls ein wichtiger Akteur bei der
281 Verteidigung der europäischen Arbeiter*innen, obwohl er sich auf die
282 Institutionen konzentriert und eher für Sozialpartnerschaften als für den
283 gewerkschaftlichen Kampf einsteht. Die JUSO anerkennt hingegen, dass die
284 radikalsten und notwendigsten politischen Veränderungen von der Strasse und
285 nicht von den Parlamenten ausgehen.

286 Wir brauchen eine vereinte Linke, die Parteien, soziale Bewegungen und
287 Gewerkschaften in Europa hinter einer gemeinsamen Vision versammelt. Das ist
288 keine Träumerei, denn Bewegungen und Parteien wie Momentum in Grossbritannien,

289 Syriza in Griechenland, 15M und Unidas Podemos in Spanien, La France Insoumise
290 in Frankreich etc. hatten und haben grosses Potential Menschen in den Ländern
291 Europas unter den Idealen des Sozialismus zu vereinigen. Die europäische Linke
292 muss die Rechte der Arbeiter*innen und die Verteidigung der Grundrechte in den
293 Vordergrund stellen. Sie muss auch eine internationalistische Linie verfolgen,
294 denn nur die Souveränität der Völker ist legitim. Eine vereinigte Linke wird
295 auch in der Lage sein, den bedrohlichen Aufstieg der Ultrarechten in vielen
296 Ländern Europas wie Frankreich, Italien oder Ungarn wirksam zu bekämpfen.

297 **2. Die EU - in erster Linie ein freier Markt**

298 Wie oben bereits festgehalten ist die EU in ihrem Grundsatz primär ein
299 kapitalistischer Wirtschaftsraum, in welchem die wirtschaftliche Integration der
300 Nationalstaaten im Vordergrund steht. Hauptziel: Ein wettbewerbsorientierter
301 Umbau Europas. Konkrete Schritte nach der Gründung der EU waren der Abbau von
302 Handelsschranken, die Einschränkung von demokratischen Prozessen bezüglich
303 Wirtschaftspolitik in den Nationalstaaten und Privatisierungen. Sozialpolitik
304 war und ist in der EU ein politisches Handlungsfeld von höchstens zweiter
305 Klasse.

306 Der europäische Binnenmarkt ist der Hauptzweck der EU und umfasst vier
307 "Freiheiten": Den freien Warenverkehr, die Dienstleistungsfreiheit, der freie
308 Kapital- und Zahlungsverkehr und die Personenfreizügigkeit. Hauptproblem dieser
309 Freiheiten ist der einseitige Gewinn für das Grosskapital. Die
310 Personenfreizügigkeit ist zwar ein Abbau nationalstaatlicher Grenzen und ein
311 echter Fortschritt bei den Rechten von Bürger*innen der Mitgliedstaaten von
312 Schengen und der EU, doch nationalstaatliche Beschränkungen, beispielsweise im
313 Bereich der Sozialleistungen, relativieren die Personenfreizügigkeit stark.
314 Durch diesen Druck leidet der Schutz der Arbeiter*innen zugunsten des
315 Grosskapitals aus aller Welt.

316 **Schutz der Arbeiter*innenrechte**

317 Gesamteuropäisch sind die Unterschiede zwischen Mitgliedstaaten in Sachen
318 Arbeiter*innenrechte enorm. So sind beispielsweise die Löhne in Dänemark zehnmal
319 so hoch wie in Bulgarien. Mitgliedstaaten mit einer verhältnismässig geringen
320 Produktivität erfuhren nach der Einführung des Euro grossen Druck auf die Lohn-
321 und Fiskalpolitik, um die Wettbewerbsfähigkeit zu halten.

322 Die unterschiedlichen Lebenshaltungs- und Arbeitskosten ermöglichen es den
323 großen europäischen Unternehmen, ihre Gewinne zu maximieren: Sie produzieren
324 billiger in bestimmten Ländern, insbesondere in Osteuropa, indem sie von den

325 niedrigeren Löhnen profitieren, und behalten ihren Hauptsitz in Westeuropa,
326 wodurch sie einen großen Teil der Produktionskette kontrollieren. Dieser Prozess
327 wird als vertikale Integration der Wirtschaft bezeichnet. Das Ergebnis ist
328 Lohndumping oder Lohnunterbietungswettbewerb, der die Löhne aller Arbeiter*innen
329 nach unten drückt, wenn er nicht bekämpft wird. 1996 führte die EU die
330 Richtlinie über entsandte Arbeiter*innen ein, um bessere Arbeitsbedingungen für
331 Personen zu schaffen, die vorübergehend in einem anderen Land arbeiten.¹¹ Aber
332 das ist nicht genug: Der Schutz der Arbeiter*innen in Europa wird durch den
333 sinkenden gewerkschaftlichen Organisationsgrad in der Schweiz und in den meisten
334 europäischen Ländern, die geringe Abdeckung durch Gesamtarbeitsverträge in der
335 Schweiz (gerade einmal 50 % der Arbeiter*innen) und die kapitalfreundliche
336 Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, die gewerkschaftliche Aktionen zur
337 Durchsetzung sozialer Rechte fast systematisch hintertreibt, geschwächt.

338 Geldpolitik: Die Stabilität des Euro ist wichtiger als das Wohlergehen der 339 Einwohner*innen Europas

340 Durch die Einführung des Euro als einheitliche Währung beseitigte man die
341 Unsicherheiten durch die Schwankungen der nationalen Währungen. Die Kehrseite
342 dieser Vorteile sind die Einschränkungen der nationalen Wirtschaftspolitiken.
343 Sie sind gezwungen, die Stabilitätskriterien der gemeinsamen Währung
344 einzuhalten. Somit verloren die Mitgliedstaaten das Recht zur Verschuldung.
345 Diese Unfreiheit führte insbesondere in der Finanz- und Wirtschaftskrise aber
346 auch in der Coronakrise zu verheerenden Zuständen. Die Mitgliedstaaten waren zur
347 Austeritätspolitik gezwungen und mussten somit ohne Rücksicht auf die nationalen
348 Mehrheitsverhältnissen und Bedürfnissen aus der Bevölkerung eine neoliberale
349 Wirtschaftspolitik umsetzen, auf dem Rücken der Arbeiter*innen und der Ärmsten
350 der Armen. Die grossen Verliererstaaten wie Griechenland, Italien, Portugal,
351 Spanien und Irland mussten sich Sozialkürzungen, Privatisierungen und Abbau von
352 Arbeiter*innenrechten beugen. Ein Befreiungsschlag gelang der portugiesischen
353 Bevölkerung. Die riesigen Proteste gegen die Krise führten zu deutlichen
354 Zugewinnen der beiden radikalen linken Parteien Bloco de Esquerda und den
355 Kommunist*innen, die dann ab 2015 bis zu den Wahlen im Januar 2022 eine von der
356 sozialistischen Partei gestellte Anti-Austeritäts-Regierung navigierten. Gerade
357 das Beispiel Portugal zeigt, dass die europäische Linke sich entschlossen gegen
358 den Ausbau neoliberaler Massnahmen in den Nationalstaaten wehren muss und
359 vereint Gegendruck aufbauen kann. Soziale Proteste eines Mitgliedstaates für die
360 arbeitende Bevölkerung können reale Verbesserungen bringen und die EU unter
361 Druck setzen.

362 Die JUSO kämpft entschlossen für die 99% und damit für die Rechte aller
363 Arbeiter*innen. Neben der Verteidigung unserer Rechte in der Schweiz ist
364 insbesondere der internationale Kampf gegen Neoliberalismus und Ausbeutung von

365 zentraler Bedeutung. Löhne, Arbeitsbedingungen, Sozialwerke und Familienpolitik
366 müssen in den Vordergrund des Kampfes um ein vereintes Europa rücken. Die JUSO
367 Schweiz fordert daher eine koordinierte Lohn- und Tarifpolitik und eine sozial-
368 ökologische Industrie- und Dienstleistungspolitik.

369 Ausserdem ist innerhalb der Schweiz, Europas und auf der ganzen Welt eine
370 effektive Steuerpolitik zugunsten der Rückverteilung des Kapitals an die
371 arbeitende Bevölkerung und für die Eindämmung der Macht des Grosskapitals
372 essentiell.

373 **Deswegen stellt die JUSO Schweiz kurzfristig folgende Forderungen für eine**
374 **europäische Wirtschaftspolitik zugunsten der 99%:**

- 375 • Die nationalstaatlichen Wirtschaften müssen von dem Joch der gemeinsamen
376 Währung und damit dem Druck auf die sozialen Errungenschaften befreit
377 werden.
- 378 • Im Rahmen der aktuellen Verhandlungen mit der EU, muss sich die Schweizer
379 Linke, insbesondere für die Einführung der EU-Unionsbürgerrichtlinie,
380 Mindestlöhne und Lohngleichheitsmassnahmen einsetzen.
- 381 • Vereinheitlichung einer gerechten Sozialpolitik in ganz Europa zur
382 Überwindung neoliberaler Zwänge des heutigen europäischen
383 Wirtschaftssystems.
- 384 • Einführung einer globalen Mindeststeuer für Grosskonzerne.
- 385 • Stärkere Unterstützung für gewerkschaftliche Massnahmen und automatische
386 Ausweitung von Gesamtarbeitsverträgen.

387 **3. Die EU und die Schweiz: Zwischen Zwang, Einfluss und** 388 **Abgrenzung**

389 In der Vergangenheit hat sich die Schweizer Linke stark mit der Frage des
390 Arbeiter*innenschutzes in Konflikt mit der europäischen Integration beschäftigt.
391 Im Rahmen der Personenfreizügigkeit wurden 2004 flankierende Massnahmen
392 zugunsten der Arbeiter*innen in der Schweiz eingeführt. Sie sollen Lohndumping
393 und missbräuchliche Arbeitsbedingungen verhindern. Obwohl sie eine Übernahme
394 europäischen Rechts waren, wurden sie weiterentwickelt und werden heute von der
395 EU als «diskriminierend» bezeichnet, insbesondere weil europäische Unternehmen

396 acht Tage Zeit haben, um die Arbeiter*innen, die sie in die Schweiz «entsenden»,
397 zu melden, im Gegensatz zu vier Tagen in der EU. Die flankierenden Maßnahmen
398 haben auch dazu geführt, dass die Rechte der Arbeiter*innen in vielen Branchen
399 erheblich ausgeweitet wurden, indem die verbindliche Rolle bestimmter
400 Gesamtarbeitsverträge erleichtert wurde. Sie stehen heute in der Schweiz für
401 soziale Errungenschaften, die ohne sie nicht geschützt wären.

402 Die Schweiz ist durch bilaterale Verträge mit der EU verbunden. Neben dem
403 Freihandelsabkommen sind das die Bilateralen Abkommen. Nach der Ablehnung des
404 Beitritts zum Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) im Jahr 1992, wurden die
405 Bilateralen I, als Beginn des bilateralen Wegs, zusammen mit flankierenden
406 Massnahmen im Jahr 2000 von der Schweizer Bevölkerung angenommen. Die einzelnen
407 Verträge der Bilateralen I sind durch eine Guillotine-Klausel¹² miteinander
408 verbunden. 2005/2006 folgte die Osterweiterung der EU und die Einführung der
409 Bilateralen II. Inhalt waren unter anderem die Einführung von Schengen/Dublin
410 oder im Zuge der Verhandlungen auch die Kohäsionsmilliarde. 2009 sagte die
411 Schweiz Ja zur EU-Erweiterung Rumänien/Bulgarien und zum Ausbau der
412 flankierenden Massnahmen. 2014 gewann die SVP die Abstimmung über ihre
413 Masseneinwanderungsinitiative, welche unter anderem die Personenfreizügigkeit in
414 Frage stellt¹³. 2016 teilte der Bundesrat dem Rat der EU mit, dass das
415 Beitrittsgesuch der Schweiz zur EU als zurückgezogen zu betrachten sei. Im Jahr
416 2020 scheiterte die SVP an der Urne mit der Begrenzungsinitiative, welche in der
417 Konsequenz die Kündigung der Personenfreizügigkeit zur Folge gehabt hätte.
418 Immer wieder thematisiert wird auch der Zwang der dynamischen Rechtsübernahme
419 der EU-Rechtsprechung in der Schweiz. Viele Europäische Regelungen werden
420 automatisch ins Schweizer Recht überführt und damit bildet die Schweiz einen
421 integralen Teil Europas. Die Schweiz hat oft keine Möglichkeit, dieses Recht zu
422 beeinflussen, was bei der neoliberalen und migrationsfeindlichen Ausrichtung der
423 EU ein grosses Problem darstellt. Ein allfällig erfolgreiches Referendum würde
424 zu einer beinahe aussichtslosen Neuverhandlung oder der Auflösung eines Vertrags
425 führen. Jüngstes Beispiel dafür ist die Frontex-Abstimmung und die Diskussion um
426 ein allfälliges Ausscheiden aus dem Schengen/Dublin Abkommen.

427 Hintergrund der aktuell diskutierten Beziehung Schweiz-EU ist, dass das Netz von
428 Verträgen, das aus rund 20 zentralen bilateralen Abkommen sowie über 100
429 weiteren Abkommen besteht, aufgrund seiner Trägheit nicht mehr toleriert wird
430 und sich auch die Schweiz zur Vereinheitlichung unter dem Dach eines
431 Rahmenabkommens bekannt hat. Die EU fordert neben der Vereinheitlichung einen
432 Mechanismus zur Beilegung allfälliger Streitigkeiten zwischen der Schweiz und
433 der EU.

434 2021 wurde das institutionelle Rahmenabkommen (InstA) präsentiert, welches von
435 den Gewerkschaften, aber auch den Rechten, unter anderem aufgrund genannter
436 Abneigungen, stark bekämpft wurde. Das InstA hätte die flankierenden Massnahmen
437 massiv geschwächt und war deshalb nicht ausreichend. Als der Bundesrat die

438 Unnachgiebigkeit der Gewerkschaften in dieser Frage sah, zog er es vor, durch
439 eine Allianz von FDP und SVP alle Verhandlungen aufzugeben. Anstatt dessen
440 hätten sie auf andere Punkte eingehen können, die für die EU wichtig sind, aber
441 mit den politisch konservativen Idealen der bürgerlichen Rechten in der Schweiz
442 unvereinbar sind, beispielsweise die Unionsbürgerrichtlinie. Die EU ist seit dem
443 Scheitern des InstA nicht mehr bereit, die bisherigen Beziehungen zur Schweiz zu
444 erneuern oder neue Abkommen abzuschliessen. Durch die Nichterneuerung
445 bestehender Marktzugangsabkommen entstehen grosse Einschränkungen bei der
446 Produktzulassung.

447 Zudem kann sich die Schweiz nicht mehr assoziieren in den Bereichen Bildung,
448 Forschung und Innovation, was zu massiven Nachteilen für gewisse
449 Personengruppen und Branchen führt. Gerade für Studierende ist diese Situation
450 miserabel. Es wird riskiert, dass Schweizer Studierende den Anschluss an die
451 aktuelle Forschung und den Zugang zu europäischen Austauschprogrammen
452 verlieren. Dieser Zustand kann und darf nicht zu einem permanenten werden.

453 **Sind wir in eine Sackgasse gelandet ?**

454 Die Linke in der Schweiz steht vor einer grossen Herausforderung. Einerseits ist
455 die Kritik an der EU berechtigt und notwendig. Dabei ist die Abgrenzung zur
456 Kritik der Rechtskonservativen wichtig: Es ist unerlässlich, unsere Kritik an
457 der EU in eine kohärente internationalistische Achse einzubetten und niemals in
458 Kulturkritik zu verfallen.

459 Weiter zeigt sich, dass drängender Handlungsbedarf besteht, denn die kaputte
460 Beziehung zur EU schlägt sich auf die Wirtschaft und die Gesellschaft nieder.
461 Vorteile der Schweiz gegenüber der EU sind in erster Linie die
462 direktdemokratischen Instrumente. Zudem gilt in der Schweiz nach wie vor ein
463 gewisser Schutz von öffentlichen Dienstleistungen und wir profitieren von den
464 flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit. In der EU sind staatliche
465 Beihilfen eingeschränkt. In der Schweiz sind vergleichsweise viele Institutionen
466 noch in der öffentlichen Hand (Strom, ÖV, Gesundheit, Bildung). Es muss aber
467 anerkannt werden, dass auch bei uns die neoliberalen Tendenzen des Abbaus des
468 Service Publics und der Grundversorgung vorherrschen.

469 Die JUSO anerkennt, dass der Handlungsspielraum gegenüber der EU als
470 eingebundenes aber nicht angehöriges Land relativ gering ist. So können
471 Verträge und Rechtsübernahmen aufgrund von Referenden herausgezögert und
472 feinkalibriert werden, entziehen aber kann sich die Schweiz diesen Regelungen
473 nicht. Ein Rückzug aus diesem Geflecht aus Abhängigkeiten, Abkommen und
474 geografischer Nachbarschaft ist unmöglich.

475 **Die JUSO setzt sich deshalb für eine Stärkung des europäischen**
476 **Internationalismus in der Linken ein, die über Arbeiter*innenkämpfe, Streiks,**
477 **innerlinke Strategien und Zusammenarbeiten Einfluss auf die EU-Politik nimmt.**

478 **4. Die Klimakrise und die EU: Ein Beispiel für die** 479 **Notwendigkeit koordinierter Massnahmen**

480 Als grösste Herausforderung der heutigen Zeit muss die Klimapolitik auch in den
481 Kontext der Europafrage gestellt werden. Die JUSO stellt sich klar hinter netto
482 Null CO2 bis 2030 und bewertet jede klimapolitische Handlung im Kontext dieses
483 Ziels. Zudem fordert die JUSO klar "System Change Not Climate Change": Die
484 Bekämpfung der Klimakrise muss immer antikapitalistisch und für die 99% sein,
485 denn es ist der Kapitalismus, der uns diese weltenzerstörerische Misere gebracht
486 hat. Die EU, als supranationale Organisation, hat eine besondere Verantwortung
487 bei der Bekämpfung der Klimakrise. Nicht nur, weil sie über die nötigen
488 finanziellen und technischen Mittel verfügt, sondern weil es unbestritten ist,
489 dass die Zeiten, in welchen Klimapolitik ausschliesslich auf nationalstaatlicher
490 Ebene wirksam war, vorbei sind. Europa, als Wohlstandszentrum der Welt, steht
491 zudem massiv stärker in der Verantwortung Lösungsansätze für die Klimakrise zu
492 finden, als der ausgebeutete globale Süden. Die europäische Lebens- und
493 Produktionsweisen, die auf der Ausbeutung des globalen Südens basieren, zeigen,
494 dass Europa bei der Bekämpfung der Klimakrise besonders in der Pflicht steht.

495 Grundsätzlich kann anerkannt werden, dass die EU in einem globalpolitischen
496 Kontext bisher eine Vorreiterrolle in der Bekämpfung der Klimakrise einnimmt.
497 Dabei geht sie bei Weitem nicht weit genug und ist durch ihre neoliberale DNA
498 nicht fähig, im Sinne der Klimagerechtigkeit die Klimakrise zu stoppen.

499 Massnahmen, die im Rahmen des europäischen Green Deal präsentiert wurden, wie
500 etwa der Emissionsrechtehandel, die Strategie des "Derisking"¹⁴ oder die
501 kürzlich überarbeitete Taxonomie "umweltfreundlicher" Wirtschaftstätigkeiten,
502 bewegen sich weiterhin im engen Rahmen des profitorientierten Wirtschaftens,
503 welches Individuen und deren Lebensräume ausbeutet. Fragen der sozialen
504 Gerechtigkeit werden nur marginal behandelt.¹⁵

505 Dennoch, die Klimapolitik der EU ist heute fortschrittlicher als diejenige der
506 Schweiz und vieler weiterer Staaten. Der europäische Green Deal als Teil der
507 Europäischen Klimapolitik soll den Weg zu netto Null 2050 zeichnen. Im Zuge
508 dessen präsentierte die europäische Kommission das Paket «Fit for 55», welches
509 Massnahmen zur Verringerung der Treibhausgasemissionen um 55% bis ins Jahr 2030
510 im Vergleich zu 1990 beinhaltet.

511 Das Hauptinstrument der europäischen Klimapolitik ist der Emissionsrechtehandel.
512 Dabei werden Emissionsrechte¹⁶ in beschränkter Anzahl ausgegeben und
513 anschliessend auf dem Markt gehandelt. Ein System an dem auch die Schweiz

514 teilnimmt und damit vorgibt, Klimaschutzmassnahmen zu ergreifen. Dieses System
515 trägt minimal zur Reduktion von Treibhausgasen bei und deckt weniger als die
516 Hälfte der klimaschädlichen Gase ab. Hingegen basiert es auf einer rein
517 marktwirtschaftlichen Strategie, was den Profit einzelner klar über das Wohl
518 aller stellt. Damit werden weder Fragen der Dringlichkeit, noch der sozialen
519 Gerechtigkeit gelöst.

520 Eine miserable Entwicklung in der europäischen Klimapolitik, ist der kürzlich
521 gefällte Entscheid des Europaparlaments bezüglich Taxonomie-Verordnung. Die
522 Taxonomie hält fest, welche Wirtschaftstätigkeiten als ökologisch-nachhaltig
523 einzustufen sind, um die Nachhaltigkeit einer Investition ermitteln zu können.
524 Im Juli 2022 wurde jedoch nachträglich Gas- und Atomenergie in die Liste der
525 nachhaltigen Investitionsmöglichkeiten aufgenommen, was einen verheerenden
526 Rückschritt darstellt.

527 Ein wichtiger Kritikpunkt an der EU-Klimapolitik ist, dass sie die Zukunft der
528 Energieversorgung nach wie vor in privater Hand von multinationalen Unternehmen
529 sieht. Es braucht eine demokratische Kontrolle über die nachhaltige
530 Energieversorgung, welche das Klima über die Profite des Grosskapitals stellt.

531 Ein weiterer wichtiger Faktor stellt der Transport dar, der für einen grossen
532 Anteil der Treibhausgasemissionen verantwortlich ist. Freihandelsabkommen sind
533 der treibende Faktor und müssen daher in ihrer jetzigen Form bekämpft werden
534 (Bsp.: TTIP/TiSA).

535 Ein weiterer Treiber der Klimakrise, der Agrarsektor, wird von wenigen
536 Grosskonzernen kontrolliert. Das Machtungleichgewichte zwischen den Konzernen
537 und den Konsument*innen und Arbeiter*innen ist enorm. Dadurch werden kleinere
538 bäuerliche Betriebe vom Markt verdrängt, Menschenrechte systematisch verletzt,
539 Hungersnöte wüten u.a. auch als Auswirkung von ausbeutender Agrarbodenpolitik
540 und Nahrungsmittelspekulationen im globalen Süden und die Klimakrise wird weiter
541 vorangetrieben. Die EU betreibt ihre Agrarpolitik als eines ihrer ältesten
542 Politikfelder in Form einer gemeinsamen Agrarpolitik (GAP). Das Europaparlament
543 hat die neuen Leitlinien für die GAP für die Periode 2021 bis 2027 beschlossen
544 und stellt damit die Ziele des Green Deals stark in Frage. Der Fokus der
545 europäischen Agrarpolitik muss auf kleine und mittlere sowie auf vielfältig
546 strukturierte Betriebe gerichtet werden.

547 Zusammengefasst kann gesagt werden, dass die EU viel zu wenig gegen die
548 Klimakrise macht. Es lässt sich auch kaum behaupten, dass die aktuelle oder eine
549 allenfalls ambitioniertere Klimapolitik der EU bei ihren Mitgliedsstaaten
550 überhaupt eine Chance hätte. Die kohlefreundlichen Mitgliedstaaten, die
551 Automobilindustrie oder das Erstarken von rechtspopulistischen Parteien in

552 Europa, stellen grosse Hürden dar. Aus der Perspektive einer
553 antikapitalistischen Klimapolitik kann die EU als eine nur auf neoliberale
554 Wirtschaftsintegration fokussierte Staatengemeinschaft niemals genug machen. Der
555 internationale Druck auf die Nationalstaaten aber auch die Institutionen der EU
556 muss massiv gestärkt werden. Die europäische Klimapolitik muss sich von
557 neoliberalen Grundsätzen gänzlich lösen und den Forderungen der Klimabewegung
558 sowie den Analysen der Klimawissenschaftler*innen des IPCC folgen. Das Leben
559 muss über die Profite gestellt werden, sozial gerecht und radikal.

560 **Die JUSO stellt daher folgende Forderungen an die europäische Klimapolitik:**

- 561 • Eine massive Investitionsoffensive in erneuerbare Energien und die
562 Bekämpfung von Atom- und Gas-Energie.

- 563 • Eine schnellere und effizientere Verlagerung der Transportwege auf
564 langfristig umweltschonendere Transportmittel, den Einsatz
565 energieeffizienterer Technologien, ohne dass dabei der Energieverbrauch
566 massiv erhöht wird und damit einhergehend aber auch eine Senkung des
567 internationalen Transportbedarfs.

- 568 • Eine klimaschonende Agrarpolitik mit Investitionen in einen Umbau des
569 Ackerbaus, der wirkungsvoll zu Umwelt-, Tierschutz- und Klimazielen
570 beiträgt.

- 571 • Finanzielle und logistische Unterstützung der Länder des globalen Südens
572 bei der Bekämpfung der Klimakrise und dem Ausbau der erneuerbaren Energien
573 ohne Verpflichtungen dieser Länder ausserhalb des Klimabereichs

574 **5. Wie sieht die nahe Zukunft unserer Beziehung zur EU aus?**

575 Die JUSO Schweiz kommt nicht nur aufgrund der geografischen Lage der Schweiz und
576 der wirtschaftlichen Abhängigkeit nicht um eine Positionierung zur EU herum,
577 sondern es ist unsere internationalistische Überzeugung, dass wir für alle
578 Menschen kämpfen wollen, nicht nur für die Bevölkerung in der Schweiz. Viel zu
579 oft werden heute den politischen Diskussionen zur EU mit einem Gefühl der
580 Unabhängigkeit und Nichtbetroffenheit, Stichwort Sonderfall Schweiz, begegnet.
581 Nicht selten ist dieses Gefühl eingebettet in einen Nationalismus, der bei
582 Vertreter*innen der extremen Rechten vorherrscht. Aber auch die Linke versteckt
583 sich schnell hinter den Ablehnungen gegenüber dem neoliberalen, undemokratischen
584 und an den Grenzen menschenverachtenden Konstrukt EU. Damit verhindert die Linke
585 ein echtes Nachdenken über internationalistische Ansätze der politischen

586 Transformation. Es muss ausserdem anerkannt werden, dass die Schweiz in etlichen
587 Bereichen nicht besser ist als das vereinte Europa, wie die Analyse gezeigt hat.

588 Die oben aufgezeigten grossen Defizite und die Analyse stellen die EU als Ganzes
589 in Frage. Fehlende Demokratie, Neoliberalismus und Dysfunktionalität schmälern
590 die Bereitschaft, sich für die EU einzusetzen. Allerdings zeigen sich gerade die
591 neoliberalen Entwicklungen seit den 1980er auch in der Schweiz, denn es ist ein
592 globales und nicht EU-spezifisches Problem. Wichtig ist auch anzuerkennen, dass
593 die heutige Art der Beziehung zur EU dazu führt, dass hauptsächlich die
594 neoliberalen und weniger die progressiven Regeln übernommen werden. Die Frage
595 des Beitritts verdient es also grundsätzlich gestellt zu werden: Es ist eine
596 langfristige Frage des Internationalismus, die wie in der Analyse dargestellt,
597 weiterentwickelt werden muss und der Solidarität mit der gesamten europäischen
598 Bevölkerung, die nicht von einem so privilegierten Lebensstandard wie dem
599 unseren profitiert.

600 Die lähmende Angst vor einer Diskussion zur Frage eines allfälligen EU-Beitritts
601 in der Linken in der Schweiz hindert sie daran, eine ausführliche Position zur
602 EU zu fassen und führt zu einer abwartenden, passiven Rolle. Als JUSO sollte
603 sich unser Hauptkampf nicht auf die Modalitäten der Beziehung Schweiz-EU
604 konzentrieren, sondern auf den Kampf gegen die Macht der Besitzenden und für
605 eine starke und ehrgeizige europäische Linke. Wir müssen mit linken Parteien in
606 ganz Europa zusammenarbeiten. Nur eine gestärkte Linke auf europäischer Ebene
607 wird wirklich die Macht haben, unsere Ziele zu verwirklichen. Und nur eine
608 vereinte europäische Linke kann eine langfristige Vision für Europa entwickeln
609 und es gemeinsam gestalten.

610 **So fordern wir kurz- und mittelfristig den Bundesrat auf, in allen künftigen**
611 **Phasen der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU die**
612 **folgenden Forderungen zu vertreten:**

613 1. Sozialpolitik: Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, Ausweitung der EU-
614 Kompetenzen im Sozialbereich;

615 2. Wirtschafts- und Finanzpolitik: Unternehmensbesteuerung (Übernahme der
616 OECD-Reform ab 2023), Änderung der Rechtsprechung zugunsten
617 gewerkschaftlicher Massnahmen und die Vermeidung von internationalem
618 Steuerwettbewerb;

619 3. Lohnschutz: Mindestlöhne in ganz Europa, sofern keine griffigeren
620 Regelungen wie beispielsweise in den nordischen Ländern gefunden wurden,
621 Schutz der Arbeiter*innen;

- 622 4. Demokratie: Abschaffung der Pflicht zur Einstimmigkeit, Stärkung der
623 Instrumente des Parlaments, Einführung der Gesetzesinitiative¹⁷;
- 624 5. Service Public: Umkehr der Privatisierungslogik, Abschaffung des Verbots
625 von staatlichen Beihilfen
- 626 6. Klimapolitik: CO2-Neutralität bis 2030; eine stringente Klimapolitik, die
627 weder Gas- noch Atomkraftwerke in seiner Taxonomie zulässt und griffigere
628 Massnahmen als den Emissionszertifikatshandel ergreift
- 629 7. Migrationspolitik: Anerkennung des Rechts auf Asyl, Einführung des
630 Botschaftsasyls und die Schaffung sicherer Fluchtwege, die Anerkennung der
631 humanitären Klausel im Schengen/ Dublin-Abkommen und die Ausweitung der
632 anerkannten Fluchtgründe.

633 Sollte ein Schweizer EU-Beitritt auf dem Tisch liegen, so stellen für die JUSO
634 der Erhalt der direkten Demokratie und der Arbeiter*innenrechte wie Lohn- und
635 Kündigungsschutz sowie die Sicherung der öffentlichen Dienstleistungen
636 (öffentlicher Verkehr, Energiesystem, etc.) unverhandelbare Vorbedingungen dar.
637 Damit ist der Kampf jedoch nicht zu Ende. Oberstes Ziel des zukünftigen Europas
638 muss das gute, sozial gerechte Leben für alle Europäer*innen sein und bleiben.

639 **6. Unsere Vision für ein soziales, demokratisches und** 640 **ökologisches Europa**

641 **Als Grundlage für die Vision eines zukünftigen**
642 **sozialistischen Europas dient das Manifest von Ventotene. Es**
643 **entwirft das Ideal eines europäischen Föderalismus. Die**
644 **damaligen Verfasser halten die Souveränität der**
645 **Nationalstaaten als Ursache für den Zweiten Weltkrieg und**
646 **forderten daher zum Erhalt von Frieden und Freiheit die**
647 **Gründung eines europäischen Bundesstaats durch eine**
648 **revolutionäre Bewegung. Das Manifest basiert auf**
649 **sozialistischen und kommunistischen**
650 **Wirtschaftsvorstellungen. Es ist einer der wichtigsten**
651 **frühen Entwürfe einer europäischen Integration.**

652 Die JUSO baut darauf auf, denn sie ist internationalistisch und lehnt im
653 Grundsatz das Konzept des Nationalstaates ab. Trotzdem erkennen wir regionale
654 Besonderheiten an, über die ein geografisch begrenztes Gebiet autonom
655 entscheiden können soll. In diesem Sinne lehnt die JUSO die heutige Übermacht
656 der nationalen Interessen der EU-Mitgliedstaaten ab wenn sie nicht kollektiven
657 Interessen entsprechen. Vielmehr sollen die Interessen der Europäer*innen
658 repräsentiert und vertreten werden. Wir wollen ein soziales, demokratisches,
659 feministisches, ökologisches und antirassistisches Europa, und wir glauben, dass
660 sich diese Vision am besten durch den Aufbau eines föderalen Europas
661 verwirklichen lässt.

662 Als sozialistische Partei verpflichtet sich die JUSO dem Ziel der Umwälzung der
663 Gesellschaft. Wir vertreten daher die folgende Analyse aus dem Manifest: *“Die*
664 *europäische Revolution muss sozialistisch sein, um unseren Bedürfnissen gerecht*
665 *zu werden; sie muss sich für die Emanzipation der Arbeiterklasse und die*
666 *Schaffung menschlicherer Lebensbedingungen einsetzen.”* Sowohl die Überzeugung
667 des Manifestes als auch die der JUSO ist, dass die Grundvoraussetzung für ein
668 vereintes sozialistisches Europa die Gründung einer revolutionären europäischen
669 Bewegung ist. Wie auch in der institutionell-politischen Analyse festgehalten,
670 liegt das einzige Potential in einer europäischen vereinten Linken. Das bedeutet
671 nicht, dass es nur noch eine transformatorische Organisation geben sollte,
672 sondern dass alle transformatorische Bewegungen und Parteien ihre Kräfte bündeln
673 und sich auf einen gemeinsamen Weg und eine gemeinsame Vision einigen müssen.
674 Die Kraft aus dieser Bewegung soll die Lähmung der nationalstaatlichen Linken
675 aufheben und Stabilität unabhängig von den nationalstaatlichen Prozessen bieten.
676 Darum sieht die JUSO Schweiz ihre Rolle darin, sich mit allen europäischen
677 transformativen Kräften zu vernetzen, gemeinsame Forderungen auszuarbeiten und
678 sich zu organisieren, um ein sozialistisches Europa zu schaffen. Konkret
679 bedeutet das:

- 680 • Innerhalb der YES unsere Analyse der EU verbreiten und unsere Vision
681 verteidigen

- 682 • Vernetzung mit gewerkschaftlichen, feministischen und ökologischen
683 Organisationen und Bewegungen ausserhalb der YES

- 684 • Bildung von Bündnissen, Ausarbeitung von gemeinsamen Forderungen
685 und Organisation von europaweiten Aktionen, Demonstrationen und Streiks

686 Eine weitere wichtige Erkenntnis des Manifestes auf dem Weg zu einem
687 sozialistischen Europa : *“Macht wird nicht durch blosse List erobert und*
688 *erhalten, sondern aufgrund der Fähigkeit, den Bedürfnissen der modernen*
689 *Gesellschaft vitale und einheitliche Lösungen entgegenzuhalten.”* Das heisst, wir

690 müssen Visionen schaffen.

691 Ein sozialistisches Europa ist ein Europa, das im Interesse der 99% konstruiert
692 ist - in Harmonie mit den Kapazitäten der Natur. Dafür müssen die
693 Grundbedürfnisse aller Menschen gedeckt werden. Um dies zu ermöglichen, braucht
694 es eine europaweite demokratische Planung der Wirtschaft. Dies soll durch eine
695 Koordination von regionalen Plänen passieren - die gesellschaftlichen Strukturen
696 auf lokaler und regionaler Ebene bleiben also autonom. Diese Pläne müssen auf
697 demokratische Weise auf die regionalen Bedürfnisse eingehen und entscheiden,
698 welche Güter und Dienstleistungen in welchen Mengen produziert werden. Es soll
699 aber auch möglich sein, auf einer kontinentalen Ebene gemeinsame Projekte zu
700 verfolgen. Dafür sollen demokratische Institutionen geschaffen werden, in denen
701 Vertreter*innen aller lokalen Instanzen mitentscheiden können. Jede lokale
702 Instanz soll jedoch die Möglichkeit haben, bei einem gewissen Projekt nicht
703 mitzumachen. Somit reflektiert auch diese Vision in einem gewissen Sinn das Ziel
704 eines föderalen Europas, das sich das Manifest von Ventotene setzt.

705 **Um ein solches Europa zu schaffen müssen wir die Gesellschaft grundlegend**
706 **verändern. Insbesondere sollen unter anderen folgende Umwälzungen passieren:**

- 707 1. Vergesellschaftung der bestehenden Unternehmungen ab einer Grösse von 100
708 Angestellten - und Platzierung unter demokratischer Kontrolle der
709 Arbeiter*innen
- 710 2. Enteignung von Grundbesitz und dessen Neuverteilung unter der
711 Voraussetzung genossenschaftlicher und gesellschaftlicher Organisation
- 712 3. Kollektivierung und demokratische Organisation der Care-Arbeit-Sektoren,
713 die nicht auf unterschiedlichen Arbeitsrealitäten in den Regionen basiert
- 714 4. Radikale Arbeitszeitverkürzung, Jobgarantie und grosszügiges
715 Basiseinkommen
- 716 5. Konsequente Stärkung des Service Public (Bildung, Gesundheitswesen, usw.)
717 und der Sozialversicherungen
- 718 6. Abschaffung aller Grenzen und Freizügigkeit für alle

719 7. Aufbau von basisdemokratischen Strukturen auf lokaler Ebene, die für die
720 Planung der Wirtschaft und die Organisation der Gesellschaft zuständig
721 sind

722 8. Aufbau von demokratischen Institutionen auf europäischen Ebenen, die die
723 Koordination zwischen den lokalen Ebenen und das Verfolgen von gemeinsamen
724 Projekten ermöglichen

725 Ausgehend vom neoliberalen Europa in einer kapitalistischen Welt, das wir heute
726 kennen, müssen wir ein soziales Europa in einer sozialistischen Welt aufbauen.
727 Wir wollen ein föderales Europa, das demokratisch getroffene Entscheidungen auf
728 lokaler Ebene respektiert, aber gleichzeitig die Koordination zwischen diesen
729 Ebenen und die Verfolgung von Projekten auf kontinentaler Ebene ermöglicht. Um
730 dies erreichen zu können, müssen wir Verbindungen zu allen Organisationen und
731 Bewegungen aufbauen, die für eine sozialistische Transformation kämpfen. Wir
732 müssen gemeinsame Forderungen und Strategien entwickeln. Und wir müssen
733 gemeinsam für das gleiche Ziel kämpfen: ein gutes Leben für alle. Kurz
734 gesagt: Wir müssen uns die Schlussfolgerung des *Manifests der Kommunistischen*
735 *Partei* zu eigen machen: «Proletarier*innen aller Länder, vereinigt euch!

736

737 (1) Masseneinwanderungsinitiative (2014, angenommen), Durchsetzungsinitiative
738 (2016, abgelehnt), die Antimenschenrechtsinitiative (2018, abgelehnt) und die
739 Begrenzungsinitiative (2020, abgelehnt).

740 (2) <https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-sudens/>

741 (3) [https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-](https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unaninite/)
742 [abandonner-le-vote-a-l-unaninite/](https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unaninite/)

743 (4) Der Europarat gehört nicht zu den Institutionen der EU und konzentriert sich
744 auf den Schutz der Menschenrechte. Die Schweiz gehört ihm an.

745 (5) <https://transparency.eu/who-has-been-lobbying-the-european-commission/>

746 (6) Art. 119, Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union
747 (<https://dejure.org/gesetze/AEUV/119.html>)

748 (7) <https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2018-3-page-7.htm>

749 (8) [https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)
750 [responsabilite-de-frontex/](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)

751

752 (10) Die Sozialdemokratische Partei Europas (SPE) unterstützte beispielsweise das
753 Inkrafttreten des Vertrags von Lissabon, obwohl dieser garantiert, dass "der
754 Wettbewerb nicht verzerrt wird", und den EU-Haushalt auf 1,27% des europäischen
755 BIP begrenzt, wodurch die Möglichkeiten zur Verbesserung des Lebens der

756 europäischen Bürger*innen eingeschränkt werden.

757 **(11)**Die Flankierenden Massnahmen schützen die Arbeitsbedingungen in der Schweiz.
758 Sie sollen Lohndumping und missbräuchliche Arbeitsbedingungen verhindern. Es
759 gilt: Alle, die in der Schweiz arbeiten, sollen auch zu Schweizer Bedingungen
760 arbeiten. Wenn Fälle von Lohndumping oder Missachtung der Arbeitsbedingungen
761 aufgedeckt werden, kommen verschiedene Massnahmen zum Zuge, um die Verstösse zu
762 sanktionieren.

763 **(12)**Eine Guillotineklausel ist eine Klausel die bei einem Vertragspaket
764 eingegangen werden kann. Sie besagt, dass das ganze Vertragswerk ungültig wird,
765 sobald ein Vertrag gebrochen oder für ungültig erklärt wird.

766 **(13)**Die MEI verlangte unter anderem eine Kontingentierung der Einwanderung und
767 Höchstzahlen von in der Schweiz arbeitenden Ausländer*innen. Aus dieser Vorlage
768 ging der sogenannte "Inländer*innenvorrang light" hervor, der ein
769 fremdenfeindliches Bevorzugen von Schweizer Arbeiter*innen beinhaltet.

770 **(14)**Derisking bedeutet, dass die öffentliche Hand das wirtschaftliche Risiko für
771 private Investitionen übernimmt um diese attraktiver zu gestalten anstatt die
772 Investitionen als öffentliche

773 **(15)**[https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)
774 [european-green-deal/social-climate-fund_en](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)

775 **(16)**Das Recht Treibhausgase auszustossen, als Teil einer jährlich planetar
776 erträglichen Menge von Emissionen.

777 **(17)**Die Gesetzesinitiative erlaubt es der Bevölkerungen sich gegen
778 Gesetzesänderungen mittels Referenden zu wehren und über Initiativen
779 Verfassungsänderungen zu erwirken. Damit wird die demokratische Mitbestimmung
780 der Bevölkerung gestärkt.

Positionspapier

Initiator*innen: Comitato Direttivo della GISO Svizzera (beschlossen am: 20.08.2022)

Titel: Dall'Unione Europea all'internazionalismo

Antragstext

1 Questa presa di posizione sviluppa ulteriormente le posizioni della GISO
2 Svizzera sull'Europa e in particolare sull'Unione europea (UE). L'obiettivo è
3 fornire un'analisi delle aree di conflitto e individuare approcci risolutivi a
4 medio e lungo termine. Il documento si basa sulle prese di posizione della GISO
5 "Per un'Europa dei popoli, contro un'Europa del mercato finanziario" (2012), "10
6 anni di crisi economica globale" (2018) e la risoluzione "L'Europa invece
7 dell'isolamento" (2014) e riprende gli sviluppi più recenti.

8 Come partito orientato all'internazionalismo, sappiamo che la Svizzera non è
9 un'isola, ma si trova al centro dell'Europa ed è strettamente interconnessa con
10 gli Stati membri dell'UE circostanti. È quindi logico che la GISO Svizzera
11 assuma una posizione sull'UE che non sia solo orientata a costrutti come gli
12 Stati nazionali, ma al principio "proletari di tutti i paesi, unitevi". Al
13 momento, il PS Svizzera si sta occupando della sua posizione nei confronti
14 dell'UE e sta discutendo i possibili scenari di adesione. Questo documento,
15 tuttavia, vuole porre la questione dell'Europa e dell'UE in modo più
16 fondamentale, affinché possa essere espressa in modo fondato sia all'interno del
17 PS che ad altri livelli.

18 La disintegrazione delle relazioni tra la Svizzera e l'UE, lo sgretolamento
19 dell'UE stessa e le crisi che devono essere risolte a livello globale, come la
20 crisi climatica o quella legata al Coronavirus, rendono il dibattito sull'Europa
21 particolarmente attuale.

22 La destra borghese e quella conservatrice in Svizzera, in particolare l'UDC, si
23 oppongono con veemenza a questo importante dibattito: attaccano ripetutamente
24 l'integrazione europea, talvolta con successo. Le ultime iniziative dell'UDC¹
25

26 rappresentano una politica conservatrice di destra protezionista e razzista, a
27 favore del grande capitale econ gravi conseguenze per la popolazione. Per questo
28 è ancora più importante che un partito antinazionalista e anticapitalista
29 sviluppi una visione alternativa dell'Europa, per opporsi con decisione alle
tendenze distruttive della borghesia e offrire una prospettiva sostenibile.

30 Né la storia né il presente dell'Unione Europea corrispondono agli ideali della
31 GISO Svizzera. Dopo la Seconda guerra mondiale e le fusioni come la Comunità
32 economica europea, che mirava anche a prevenire futuri conflitti tra i Paesi
33 europei, nel 1993 alcuni Stati europei si sono uniti per formare l'Unione
34 europea (UE). Per creare un mercato comune, una moneta comune e regole e
35 istituzioni comuni, ogni Stato membro dell'UE ha rinunciato a parte della
36 propria sovranità nazionale. Oltre ai vantaggi dell'economia di mercato
37 derivanti da un ampio mercato interno, l'UE ha rafforzato l'Europa nei confronti
38 di attori globali come gli Stati Uniti e la Cina. Tuttavia, la concorrenza
39 economica intraeuropea è rimasta e ogni Stato ha dovuto affrontare da solo le
40 nuove regole del gioco. In particolare, la crisi economica e finanziaria e le
41 sue conseguenze hanno mostrato chiaramente che la disparità tra gli Stati membri
42 dell'UE è enorme e la cooperazione minima.

43 In nessun momento l'UE è stata un progetto globale e armonioso. Crisi come
44 quella finanziaria ed economica dal 2008 in poi, la Brexit o la politica
45 migratoria hanno avuto un impatto negativo sulla coesione all'interno dell'UE.
46 In molti Paesi europei si assiste a una rinascita dei partiti nazionalisti della
47 destra radicale. Le conseguenze delle crisi e il fallimento delle istituzioni
48 europee hanno portato a varie politiche disastrose in molti Stati membri. Con il
49 suo regime migratorio isolazionista, imposto tramite l'agenzia di frontiera
50 Frontex ai confini esterni dell'Europa, l'UE sta anche dimostrando la sua
51 incapacità di aderire ai principi umanitari, e l'Unione stessa è diventata un
52 progetto incapace di essere riformato e attuato realmente, anche causa di scelte
53 sbagliate in altri ambiti, che stanno bloccando la rettifica di queste
54 infrazioni umanitarie o un vero miglioramento della politica dell'Unione.
55 Decisioni di uscita come la Brexit sono effetti di questi sviluppi. Anche altri
56 Stati, come l'Ungheria o la Polonia, stanno sfruttando questa decisione come
57 un'opportunità per valutare l'opportunità di uscire, mentre gli Stati dei
58 Balcani sudorientali aspettano da tempo di aderire. Questa incertezza in
59 entrambe le direzioni dimostra la forte instabilità dell'UE.
60 La sinistra europea è fortemente divisa nel suo atteggiamento verso l'UE. Questa
61 gamma di posizioni possibili sul futuro dell'Europa è evidente anche nella GISO
62 e nel PS. La critica al neoliberalismo, al militarismo, all'imperialismo economico
63 e all'autoritarismo è accompagnata dalla speranza di pace, di strutture
64 democratiche sovranazionali tramite soluzioni internazionali alle più grandi
65 questioni del nostro tempo, come la crisi climatica, il capitalismo o il
66 patriarcato.

67 Sorgono quindi due domande centrali: lo Stato svizzero è più capace dell'UE di
68 avvicinarci a una società socialista e c'è ancora speranza per il progetto di
69 integrazione europea? Le riforme possono salvare l'UE dalla sua crisi e condurre
70 l'Europa verso un futuro socialista, o il progetto dell'UE deve essere
71 dichiarato un fallimento per costruire una nuova struttura interstatale? Data la
72 situazione attuale e l'urgenza politica, si può ipotizzare che sulla via di un
73 mondo giusto sia più difficile lasciar morire ciò che resta dell'Europa unita
74 oggi e creare qualcosa di nuovo invece che riformarla (a breve termine). Una
75 svolta socialista è l'obiettivo finale della GISO.

76 **La GISO Svizzera auspica quindi due sviluppi paralleli:**

- 77 1. Proposte di riforma dell'attuale Unione Europea (capitoli la parte "Quadro
78 istituzionale e politico dell'Unione europea", "L'UE: innanzitutto un
79 libero mercato", "L'UE e la Svizzera: tra vincoli, influenze e confini" e
80 "La crisi climatica e l'UE: un esempio della necessità di un'azione
81 coordinata").
- 82 2. Rafforzare la cooperazione della sinistra europea per preparare la
83 costruzione di una nuova Europa federale e socialista (capitoli "Qual è
84 il futuro prossimo delle nostre relazioni con l'UE?" e "La nostra visione
85 per un'Europa sociale, democratica ed ecologica").

86 Questo documento si concentra principalmente sulla politica interna all'Europa
87 a causa delle evidenti tensioni interne all'Europa e dell'importanza del futuro
88 sviluppo dell'UE. Gli effetti globali delle politiche neoliberali, patriarcali e
89 razziste e le possibili soluzioni sono trattati nel documento di posizione "Stop
90 allo sfruttamento del Sud globale" del 2019².

91 **1. Quadro istituzionale e politico dell'Unione Europea**

92 L'Europa non è solo l'UE. In tutto il continente, le persone vivono insieme
93 perché condividono interessi che derivano dalla vicinanza geografica ma che
94 vanno oltre il livello nazionale, come buone infrastrutture, una vita sicura o
95 un ambiente sano. Dal punto di vista politico-istituzionale, ad esempio,
96 l'Organizzazione per la Cooperazione e lo Sviluppo Economico (OCSE),
97 l'Organizzazione del Trattato dell'Atlantico del Nord (NATO), l'Unione
98 dell'Europa Occidentale (UEO), l'Organizzazione per la Sicurezza e la
99 Cooperazione in Europa (OSCE) e il Consiglio d'Europa sono altre importanti
100 associazioni di Stati (non solo) europei, ma non sono neanche lontanamente
101 importanti come l'UE. Pertanto, l'analisi che segue nel capitolo si limita

102 principalmente all'UE.

103 Istituzioni interne dell'UE e funzionamento giuridico

104 Il **Consiglio europeo** è composto da* cap* di Stato e di governo degli Stati
105 membri. Si riunisce quattro volte l'anno per prendere decisioni sulla direzione
106 dell'UE. Le decisioni più delicate, come quelle sulla politica sociale, estera o
107 fiscale, devono essere prese all'unanimità, poiché l'UE è prima di tutto
108 un'organizzazione internazionale e non sovranazionale. Se da un lato garantisce
109 l'uguaglianza di tutti gli Stati, dall'altro questo principio decisionale
110 privilegia la sovranità degli Stati rispetto al benessere della popolazione
111 europea: il veto di alcuni Stati, ad esempio, ha impedito una risposta umana
112 alla crisi migratoria a partire dal 2015 o ha bloccato per lungo tempo
113 l'armonizzazione delle imposte sulle società³.

114 Il **Consiglio dell'Unione Europea** (Consiglio dei Ministri) riunisce i/le*
115 ministr* dei singoli Stati membri, e non va confuso con il Consiglio d'Europa⁴.
116 Il Consiglio è responsabile della legislazione, insieme alla Commissione e al
117 Parlamento. Poiché il modo in cui i ministri rappresentati sono nominati è
118 specifico per ogni Stato, alcuni di loro non sono eletti dal popolo del loro
119 Stato e quindi hanno una legittimità democratica discutibile.

120 La **Commissione europea** è il governo dell'UE. I/le commissari* sono nominati dai
121 governi dell'UE ed eletti dal Parlamento europeo. In pratica, i commissari sono
122 fortemente influenzati dalle lobby molto attive a Bruxelles, che rappresentano
123 principalmente gli interessi delle multinazionali e delle associazioni
124 imprenditoriali⁵. Inoltre, solo la Commissione europea ha il diritto di proporre
125 leggi.

126 Il **Parlamento europeo** è eletto da* cittadin* dell'UE ed è composto da 751
127 deputat* che vengono elett* a livello nazionale, motivo per cui i temi a
128 dimensione europea sono spesso completamente assenti dalle campagne elettorali.
129 Gli/le* eurodeputat* sono quindi elett* principalmente sulla base di questioni
130 nazionali o addirittura regionali piuttosto che su questioni sovranazionali.
131 Inoltre, l'affluenza alle urne è bassa (50,66% nel 2019) e le persone prive
132 della cittadinanza dell'UE non hanno diritto di voto, anche se sono direttamente
133 interessate dalle politiche dell'UE, soprattutto per quanto riguarda l'asilo. Il
134 Parlamento partecipa al processo legislativo secondo il principio della
135 codecisione (o procedura legislativa ordinaria): Nessun testo legislativo può
136 essere adottato senza l'approvazione del Consiglio dei ministri. Inoltre, il
137 Parlamento stesso non ha il diritto di proporre nuove leggi. Anche le aree di
138 competenza del Parlamento sono limitate: i/le* parlamentari non hanno voce in
139 capitolo sulla politica fiscale o monetaria e hanno un potere limitato nella

140 negoziazione di accordi commerciali internazionali. Oggi il Parlamento europeo
141 ha chiaramente troppo poco potere rispetto alle altre istituzioni dell'UE.

142 Oltre alle quattro istituzioni politiche, vi sono altri importanti organi
143 dell'UE. La Corte di giustizia europea, in quanto massima istanza giudiziaria
144 dell'UE, e la Corte dei conti europea, in quanto organo di controllo delle
145 entrate e delle spese dell'UE. Anche la **Banca centrale europea** (BCE) è
146 importante per la struttura dell'UE. Il suo compito principale è quello di
147 garantire la stabilità dei prezzi. Il mercato del lavoro o i criteri sociali non
148 svolgono alcun ruolo nelle sue decisioni. La GISO chiede quindi il controllo
149 democratico della Banca Centrale Europea e il servizio incondizionato della BCE
150 a beneficio de* cittadin* europei.

151 **I Trattati europei** (Trattato sull'Unione europea (TUE) e Trattato sul
152 funzionamento dell'Unione europea (TFUE)) sono accordi conclusi tra gli Stati
153 membri dell'UE e costituiscono la base giuridica del funzionamento dell'Unione.
154 Il resto del diritto dell'UE (diritto derivato) si basa sui Trattati europei.
155 Tra le altre cose, i trattati stabiliscono il principio neoliberale secondo cui
156 l'UE deve operare in una "economia di mercato aperta e in libera concorrenza"⁶.
157 La GISO rifiuta questi principi neoliberali sanciti dai Trattati. La politica
158 sociale non gioca quasi mai un ruolo nei trattati europei (Atto unico europeo):
159 l'inclusione degli attori sociali nei negoziati e le poche concessioni,
160 soprattutto nel campo del diritto del lavoro, sono principalmente mezzi per
161 garantire lo sviluppo dell'integrazione economica⁷.
162 È difficile modificare questi trattati, poiché tutti gli Stati membri devono
163 essere d'accordo su qualsiasi cambiamento.

164 Oltre alle istituzioni formali dell'UE, esistono gruppi informali che esercitano
165 una notevole influenza sulla politica europea, ma che sfuggono alla percezione
166 pubblica e al controllo democratico. La Troika, ad esempio, non legittimata
167 democraticamente e con rappresentanti della BCE, del FMI e della Commissione UE,
168 è stata creata a causa delle proteste in Grecia, guidate dal governo di Syriza
169 contro le misure di austerità dell'UE. Di conseguenza, la Grecia è stata
170 tagliata fuori nel 2010 per mettere in ginocchio il governo di sinistra.

171 Altri organi dell'UE sono le **Agenzie europee**. Non si basano sui trattati
172 istitutivi dell'UE, ma sono create per attuare il diritto dell'UE. Un'agenzia
173 ben nota è Frontex, L'Agenzia europea della guardia di frontiera e costiera, che
174 è congiuntamente responsabile della politica antiumanitaria in materia di
175 migrazione dell'UE e degli Stati nazionali che ne fanno parte.
176 Alle agenzie viene lasciata una grande autonomia, in modo che le altre
177 istituzioni possano concentrarsi sulle "grandi" strategie economiche e
178 politiche. Il controllo sulle loro attività dovrebbe in realtà spettare al

179 Consiglio europeo, ma in pratica non ne derivano né una responsabilità
180 vincolante né controlli efficaci sull'operato. Nel caso di Frontex, questi
181 controlli vengono addirittura utilizzati per nascondere le gravi violazioni dei
182 diritti umani di cui l'agenzia si rende colpevole⁸: si tratta di una scelta
183 politica deliberata.

184 **Carenze democratiche nell'UE**

185 Ci sono grandi deficit democratici nelle istituzioni europee. L'Unione Europea è
186 ben lontana dall'essere una democrazia parlamentare, e non lo è mai stata: i
187 potenti governi neoliberali, le grandi imprese e le lobby del settore privato
188 lavorano per la deregolamentazione economica e non per gli interessi della
189 popolazione europea. Solo il Parlamento europeo è eletto direttamente da*
190 cittadini* degli Stati membri, nei limiti sopra indicati. I/le* membr* delle
191 altre istituzioni dell'UE hanno diversi gradi di legittimità democratica o non
192 ne hanno affatto se rappresentano Paesi in cui la democrazia è discutibile, come
193 l'Ungheria o la Polonia. Infine, l'applicazione del diritto dell'UE in quasi
194 tutti i settori della politica stabilisce un quadro ristretto entro il quale i
195 Paesi devono agire: la maggior parte della legislazione in vigore negli Stati
196 membri è decisa principalmente da* ministr* riuniti nel Consiglio, scavalcando i
197 parlamenti nazionali grazie al primato del diritto dell'UE sul diritto
198 nazionale. I/le* cittadini* degli Stati membri possono così essere sottopost* a
199 leggi che non possono influenzare minimamente.

200 In questa costellazione antidemocratica, accade spesso che i governi nazionali
201 incolpino l'UE di misure neoliberali impopolari sebbene essi stessi le abbiano
202 votate negli organi europei. D'altra parte, bisogna anche riconoscere che alcuni
203 importanti progressi sono stati incorporati nelle politiche degli Stati membri
204 attraverso il diritto comunitario.

205 **La GISO Svizzera avanza quindi le seguenti richieste per la democratizzazione** 206 **dell'UE:**

- 207 • In seno al Consiglio europeo, il principio dell'unanimità dovrebbe quindi
208 essere completamente abolito a favore del voto a maggioranza qualificata.

- 209 • Il Parlamento europeo dovrebbe avere il diritto di proporre leggi.

- 210 • I/le* cittadini* europei dovrebbero disporre di strumenti democratici
211 diretti, come l'iniziativa popolare vincolante, che la Commissione europea
212 deve trasformare in una proposta legislativa. Deve anche essere possibile
213 per i/le* cittadini* europei chiedere modifiche ai trattati europei.

- 214 • I gruppi informali e non democratici devono essere sciolti.
- 215 • I compiti delle agenzie dell'UE devono essere svolti da istituzioni
- 216 controllabili democraticamente e devono essere introdotti meccanismi di
- 217 controllo efficaci.
- 218

219 La sinistra in Europa

220 È importante anche guardare al ruolo della **sinistra in Europa**. Essa è cambiata
221 nel tempo e si differenzia in modo massiccio a seconda del movimento o del
222 partito. Ai tempi di Schröder e Blair, a partire dagli anni Novanta, il
223 neoliberismo sotto forma di liberalismo sociale è stato promosso attivamente
224 dalle socialdemocrazie. Altri partiti di sinistra, come il Partito socialista in
225 Portogallo o Syriza in Grecia, si sono opposti attivamente all'UE dopo la crisi
226 finanziaria e hanno cercato di attutire le conseguenze dell'Europa capitalista
227 attraverso politiche economiche degli Stati nazionali. Oggi di questi movimenti
228 di protesta rimane ben poca forza.

229 La sinistra parlamentare dell'UE oggi si presenta così:
230 I/le* candidat* al Parlamento europeo sono nominati dai partiti nazionali, ma
231 una volta elett* si organizzano in gruppi europei: oggi, parte della sinistra
232 nelle istituzioni dell'UE è organizzata attraverso il partito della Sinistra
233 Europea (Party of che European Left, EL) e la parte più grande sotto l'ombrello
234 dell'Alleanza Progressista dei Socialisti e Democratici (S&D), che può essere
235 descritta come un partito di centro-sinistra. Insieme detengono 184 seggi⁹.
236 Naturalmente, nessuna rivoluzione socialista potrà avvenire attraverso le
237 istituzioni europee, ma quando si tratta di cambiamenti sociali ed ecologici
238 sostanziali, il Parlamento europeo sembra essere nella posizione migliore per
239 dare impulso a questo processo, attualmente in fase di stallo a causa della
240 debolezza della sinistra progressista a livello europeo.

241 Le posizioni dei partiti della sinistra europea sull'UE sono spesso incoerenti e
242 mancano di ambizione e di critica seria¹⁰. I partiti socialdemocratici in Europa
243 sostengono in modo preponderante l'UE e le sue istituzioni e trovano difficile
244 attuare riforme che limiterebbero l'influenza delle lobby finanziarie e
245 commerciali a favore di un'Europa più sociale e solidale. In Inghilterra,
246 Germania e Portogallo, i partiti socialisti considerano attualmente l'ideale
247 dell'apertura economica in Europa più importante degli effetti negativi della
248 deregolamentazione sui diritti dei lavoratori. In Francia, invece, la Nouvelle
249 Union populaire écologique et sociale (Nupes) sostiene la disobbedienza ai
250 trattati europei per difendere "la sovranità e gli interessi del popolo
251 francese", in particolare per consentire maggiori investimenti nei servizi

252 pubblici e nella transizione ecologica, e per "riorientare le politiche europee
253 verso ciò che è socialmente ed ecologicamente migliore". Tuttavia, quest'ultimo
254 passaggio dimostra che l'unità a sinistra è possibile anche intorno alla
255 questione europea. Infatti, ogni partito o organizzazione di sinistra che si
256 rispetti riconosce ora la necessità di opporsi alle regole europee più
257 antidemocratiche e incompetenti, ma senza chiedere l'uscita dall'UE.

258 Anche la Confederazione europea dei sindacati è un attore importante nella
259 difesa de* lavoratori/trici* europe*, sebbene si concentri sulle istituzioni e
260 sostenga i partenariati sociali piuttosto che la lotta sindacale. La GISO,
261 invece, riconosce che i cambiamenti politici più radicali e necessari provengono
262 dalle strade e non dai parlamenti.

263 Abbiamo bisogno di una sinistra che unisca i partiti, ma anche i movimenti
264 socialie i sindacati in Europa, con una visione comune. Non si tratta di
265 un'illusione: movimenti e partiti come Momentum in Gran Bretagna, Syriza in
266 Grecia, il Movimiento 15-M e Unidas Podemos in Spagna, La France Insoumise in
267 Francia, ecc. avevano e hanno un grande potenziale per unire le persone nei
268 Paesi europei sotto gli ideali del socialismo. La sinistra europea deve mettere
269 in primo piano i diritti della classe lavoratrice e la difesa dei diritti
270 fondamentali. Deve anche seguire una linea internazionalista, siccome solo la
271 sovranità dei popoli è legittima. Una sinistra unita sarà anche in grado di
272 contrastare efficacemente la minacciosa ascesa dell'ultradestra in molti Paesi
273 europei come Francia, Italia o Ungheria.

274 **2. L'UE: innanzitutto un libero mercato**

275 Come già detto, l'UE è principalmente un'area economica capitalista in cui
276 l'integrazione economica degli Stati nazionali è l'obbiettivo principale. Ciò
277 significa una ristrutturazione dell'Europa orientata alla concorrenza. I passi
278 concreti compiuti dopo la fondazione dell'UE sono stati lo smantellamento delle
279 barriere commerciali, la limitazione dei processi democratici di politica
280 economica negli Stati nazionali e le privatizzazioni. La politica sociale
281 nell'UE era ed è un campo d'azione politica di secondo piano, nel migliore dei
282 casi.

283 Il funzionamento del mercato unico europeo è lo scopo principale dell'UE e
284 comprende quattro sfere di "libertà": la libera circolazione delle merci, la
285 libera prestazione dei servizi, la libera circolazione dei capitali e dei
286 pagamenti e la libera circolazione delle persone. La problematica principale
287 legata a queste "libertà" è il guadagno unilaterale per le grandi imprese.
288 Sebbene la libera circolazione delle persone rappresenti uno smantellamento
289

290 delle frontiere nazionali e un reale progresso nei diritti de* cittadin* dell'UE
291 e degli Stati membri di Schengen, le restrizioni nazionali, ad esempio nel
292 settore delle prestazioni sociali, fanno passare in secondo piano la libera
293 circolazione delle persone. A causa di questa pressione, la protezione delle
persone lavoratrici viene subordinata al grande capitale.

294 **Protezione dei diritti de* lavorator/trici***

295 In tutta Europa, le differenze tra gli Stati membri in termini di diritti delle
296 persone lavoratrici sono enormi. Ad esempio, i salari in Danimarca sono dieci
297 volte superiori a quelli in Bulgaria. Gli Stati membri con una produttività
298 relativamente bassa hanno subito una forte pressione sulle politiche salariali e
299 fiscali per mantenere la competitività dopo l'introduzione dell'euro.

300 La differenza del costo della vita e della manodopera permette alle grandi
301 aziende europee di massimizzare i profitti: esse producono a costi più bassi in
302 alcuni Paesi, soprattutto nell'Europa dell'Est, beneficiando di salari più
303 bassi, e mantengono la loro sede centrale in Europa occidentale, controllando
304 così gran parte della catena di produzione. Questo processo è chiamato
305 integrazione verticale dell'economia. Il risultato è il dumping salariale o la
306 concorrenza sottocosto che, se non controllata, fa scendere i salari in tutta
307 l'Europa. Nel 1996, l'UE ha introdotto la direttiva sul lavoro distaccato per
308 creare migliori condizioni di lavoro per le persone che lavorano temporaneamente
309 in un altro Paese¹¹. Ma ciò non basta: la protezione delle persone lavoratrici
310 in Europa è indebolita dalla diminuzione del grado di sindacalizzazione, sia in
311 Svizzera che nella maggior parte dei Paesi europei, dalla scarsa copertura dei
312 contratti collettivi (che in Svizzera coprono solo il 50% de* dipendenti) e
313 dalla giurisprudenza favorevole alle aziende della Corte di giustizia europea,
314 che mina quasi sistematicamente l'azione sindacale per far rispettare i diritti
315 sociali.

316 **Politica monetaria: la stabilità dell'euro è più importante del benessere della** 317 **popolazione europea**

318 L'introduzione dell'euro come moneta unica ha eliminato le incertezze causate
319 dalle fluttuazioni delle valute nazionali. Il rovescio della medaglia di questi
320 vantaggi sono le restrizioni alle politiche economiche nazionali. Gli stati sono
321 costretti a rispettare i criteri di stabilità della moneta unica. Così, tutti
322 gli Stati membri hanno perso il diritto di indebitarsi. Questa mancanza di
323 libertà ha portato a situazioni disastrose, ad esempio nella crisi finanziaria
324 ed economica, ma anche nella recente pandemia. Gli Stati membri sono stati
325 costretti a politiche di austerità e quindi ad attuare una politica economica
326 neoliberalista a prescindere dalle maggioranze nazionali e dalle esigenze della

327 popolazione. Ciò è avvenuto sulle spalle delle persone lavoratrici e delle
328 popolazioni più povere. I grandi Stati perdenti, come Grecia, Italia,
329 Portogallo, Spagna e Irlanda, hanno dovuto subire tagli allo stato sociale,
330 privatizzazioni e lo smantellamento dei diritti de* lavorator/trici*. La
331 popolazione portoghese è tuttavia riuscita a passare al contrattacco. Le grandi
332 proteste contro la crisi hanno portato a significativi guadagni da parte dei due
333 partiti di sinistra radicale Bloco de Esquerda e i Comunisti, che hanno poi
334 partecipato a un governo anti-austerità con il partito socialista dal 2015 fino
335 alle elezioni del gennaio 2022. L'esempio del Portogallo, in particolare,
336 dimostra che la sinistra europea deve resistere con determinazione
337 all'espansione delle misure neoliberali negli Stati nazionali e può unirsi per
338 costruire un progetto alternativo. Le proteste all'interno di uno Stato membro
339 possono portare a miglioramenti reali e fare pressione sull'UE.

340 La GISO si batte con determinazione per il 99% e quindi anche per i diritti di
341 tutte le persone lavoratrici. Oltre alla difesa dei nostri diritti in Svizzera,
342 la lotta internazionale contro il neoliberalismo e lo sfruttamento è di importanza
343 centrale. I salari, le condizioni di lavoro, i servizi sociali e la politica
344 familiare devono essere al centro della lotta per un'Europa unita. La GISO
345 Svizzera chiede quindi una politica salariale e di contrattazione collettiva
346 coordinata e una politica industriale e dei servizi socio-ecologica.

347 Inoltre, è necessaria una regolamentazione bancaria e una politica fiscale equa
348 a favore della redistribuzione del capitale. In Svizzera, in Europa e nel mondo,
349 è essenziale una politica fiscale efficace a favore della redistribuzione del
350 capitale verso la popolazione attiva e per il contenimento del potere delle
351 grandi imprese.

352 **Pertanto, a breve termine, la GISO Svizzera avanza le seguenti richieste per una**
353 **politica economica europea a favore del 99%:**

- 354 • Le economie degli Stati nazionali devono essere liberate dal giogo della
355 moneta comune e quindi dalla pressione causata dalle politiche
356 neoliberali.
- 357 • Nel contesto degli attuali negoziati con l'UE, la Sinistra svizzera deve
358 battersi, in particolare, per l'introduzione della direttiva sulla
359 cittadinanza europea, dei salari minimi e delle misure di parità
360 salariale.
- 361 • È necessario creare un'unione politica sociale in tutta Europa per
362 superare i vincoli neoliberali dell'attuale sistema economico europeo.

- 363 • Si deve introdurre una tassa minima globale per le grandi imprese.
- 364 • È necessario maggiore sostegno alle misure sindacali e
- 365 all'estensione automatica dei contratti collettivi di lavoro.
- 366

367 **3. L'UE e la Svizzera: tra vincoli, influenze e confini**

368 In passato, la sinistra svizzera si è fortemente preoccupata della questione
369 della protezione de* lavoratori/trici* in conflitto con l'integrazione europea.
370 Nel quadro della libera circolazione delle persone, nel 2004 sono state
371 introdotte misure di accompagnamento a favore delle persone che lavorano in
372 Svizzera. Queste misure sono destinate a prevenire il dumping salariale e le
373 condizioni di lavoro abusive. Sebbene si tratti di un'adozione del diritto
374 europeo, queste norme sono state sviluppate e sono ora definite dall'UE come
375 "discriminatorie", in particolare perché le aziende europee hanno otto giorni
376 per denunciare le persone lavoratrici che "distaccano" in Svizzera, contro i
377 quattro giorni a disposizione dell'UE. Le misure di accompagnamento hanno anche
378 portato a un significativo ampliamento dei diritti de* lavoratori/trici* in
379 molti settori, facilitando il ruolo vincolante di alcuni contratti collettivi.
380 Queste misure sono sinonimo di conquiste sociali in Svizzera.

381 La Svizzera è legata all'UE tramite alcuni accordi. Oltre all'Accordo di libero
382 scambio, vi sono gli Accordi bilaterali. Dopo il rifiuto dell'adesione allo
383 Spazio economico europeo (SEE) nel 1992, gli Accordi bilaterali I, come inizio
384 del percorso bilaterale, sono stati accettati dalla popolazione svizzera nel
385 2000, insieme alle misure di accompagnamento. I singoli accordi contenuti negli
386 Accordi bilaterali I sono legati da una clausola ghigliottina¹². Nel 2005/2006,
387 in seguito all'allargamento a est dell'UE, sono stati stipulati gli Accordi
388 bilaterali II. Il contenuto comprendeva l'introduzione di Schengen/Dublino e,
389 nel corso dei negoziati, il miliardo di coesione da versare all'UE. Nel 2009, la
390 Svizzera ha detto sì all'allargamento dell'UE alla Romania/Bulgaria e
391 all'espansione delle misure di accompagnamento. Nel 2014, l'UDC ha vinto il voto
392 sulla sua iniziativa contro l'immigrazione di massa, che, tra l'altro, ha messo
393 in discussione la libera circolazione delle persone. Nel 2016, il Consiglio
394 federale ha informato il Consiglio dell'UE che la domanda di adesione della
395 Svizzera all'UE era da considerarsi ritirata. Nel 2020, l'UDC ha fallito alle
396 urne con la sua iniziativa sulla restrizione della libera circolazione delle
397 persone¹³.

398 Anche l'adozione dinamica obbligatoria della giurisprudenza dell'UE in Svizzera
399 è un tema ricorrente. Molte leggi sono immediatamente incorporate nel diritto
400 svizzero, rendendo così la Svizzera parte integrante dell'Europa. La Svizzera
401 spesso non ha la possibilità di influenzare queste leggi, il che è un problema

402 importante dato l'orientamento neoliberale e anti-immigrazione dell'UE. Un
403 eventuale caduta di una parte degli accordi bilaterali porterebbe a una
404 rinegoziazione o a un ritiro dagli accordi. L'esempio più recente è il voto di
405 Frontex e la discussione su un possibile ritiro dall'accordo di
406 Schengen/Dublino.

407 Il contesto in cui si inserisce l'attuale discussione sulle relazioni Svizzera-
408 UE è quello della complicata rete di accordi, composta da una ventina di accordi
409 bilaterali principali e da oltre 100 altri accordi. Questa situazione non è più
410 tollerata a causa delle sue complicazioni, e la Svizzera si è impegnata a
411 unificare i vari accordi sotto l'ombrello di un accordo quadro. Oltre
412 all'unificazione, l'UE chiede un meccanismo per risolvere eventuali controversie
413 tra la Svizzera e l'UE.

414 Nel 2021 è stato presentato l'accordo quadro istituzionale (InstA), che è stato
415 fortemente osteggiato, sia dai sindacati che dalla destra. L'InstA avrebbe
416 indebolito in modo massiccio le misure di accompagnamento ed era quindi
417 insufficiente. Quando il Consiglio federale ha constatato l'intransigenza dei
418 sindacati su questo tema, ha preferito abbandonare tutti i negoziati grazie ad
419 un'alleanza del PLR con l'UDC, piuttosto che affrontare altri punti importanti
420 per l'UE ma incompatibili con gli ideali politicamente conservatori della destra
421 borghese in Svizzera, come la direttiva sulla cittadinanza europea. Dopo il
422 fallimento dell'InstA, l'UE non è disposta a rinnovare gli accordi esistenti con
423 la Svizzera o a concludere nuovi accordi. Il mancato rinnovo degli accordi di
424 accesso al mercato esistenti crea importanti restrizioni all'approvazione dei
425 prodotti, che colpiscono soprattutto la classe capitalista svizzera.

426 Inoltre, la Svizzera non può più contare sulla collaborazione nei settori
427 dell'istruzione, della ricerca e dell'innovazione, il che comporta enormi
428 svantaggi per alcuni gruppi di persone e industrie. Questa situazione è
429 particolarmente penosa per gli/le* studenti. C'è il rischio che il corpo
430 studentesco svizzero perda il contatto con la ricerca attuale e l'accesso ai
431 programmi di scambio europei. Questa situazione non può e non deve diventare
432 permanente.

433 **Siamo giunt* ad un punto morto?**

434 La sinistra Svizzera si trova di fronte a una grande sfida. Da un lato, le
435 critiche all'UE sono giustificate e necessarie. Nel farlo, è importante
436 distinguersi dalla critica dei partiti conservatori di destra: è fondamentale
437 inserire la nostra critica all'UE in una visione internazionalista coerente e
438 non scadere mai nella critica culturale.

439 Questa situazione dimostra inoltre che è urgente intervenire, perché la rottura

440 del rapporto con l'UE si riflette sull'economia e sulla società.
441 I vantaggi della Svizzera rispetto all'UE sono innanzitutto i suoi strumenti di
442 democrazia diretta. Beneficiamo anche delle misure di accompagnamento alla
443 libera circolazione delle persone. Inoltre, in Svizzera vige ancora una certa
444 protezione dei servizi pubblici. Nell'UE gli aiuti di Stato sono più limitati.
445 In Svizzera, un numero relativamente alto di istituzioni è ancora in mano
446 pubblica (elettricità, trasporti pubblici, sanità, istruzione). Tuttavia,
447 bisogna anche riconoscere che nel nostro Paese prevalgono le tendenze
448 neoliberiste allo smantellamento dei servizi pubblici e dei servizi di base.

449 La GISO riconosce che il margine di manovra nei confronti dell'UE è
450 relativamente ridotto in quanto paese integrato ma non membro. I trattati e
451 l'adozione di leggi possono essere ritardati e perfezionati sulla base di
452 referendum, ma la Svizzera non può ritirarsi da queste linee guida. Tuttavia, è
453 impossibile ritirarsi da questa rete di dipendenze, accordi e vicinanza
454 geografica.

455 **La GISO chiede quindi un rafforzamento dell'internazionalismo europeo nella**
456 **sinistra, che influenzi la politica dell'Unione Europea attraverso le lotte**
457 **delle persone lavoratrici tramite gli scioperi, strategie interne alla sinistra**
458 **interna e la cooperazione.**

459 **4. La crisi climatica e l'UE: un esempio della necessità di** 460 **un'azione coordinata**

461 Essendo la più grande sfida della nostra epoca, la politica climatica deve
462 essere collocata anche nel contesto della questione europea. La GISO sostiene
463 chiaramente l'azzeramento delle emissioni di CO2 entro il 2030 e valuta ogni
464 azione di politica climatica nel contesto di questo obiettivo. Inoltre, la GISO
465 crede fermamente nel concetto di "system change not climate change": la lotta
466 contro la crisi climatica deve essere sempre anticapitalista e per il 99%,
467 perché è il capitalismo che ci ha portato a questa situazione. L'UE, in quanto
468 organizzazione sovranazionale, ha una responsabilità particolare nella lotta
469 alla crisi climatica. Non solo perché dispone dei mezzi finanziari e tecnici
470 necessari, ma anche perché è indiscutibile che i tempi in cui la politica
471 climatica era efficace esclusivamente a livello nazionale sono finiti. L'Europa,
472 in quanto centro di prosperità nel mondo, ha anche una responsabilità molto
473 maggiore rispetto al Sud globale, sfruttato, nell'implementare soluzioni alla
474 crisi climatica. Lo stile di vita e di produzione europeo, che si basa sullo
475 sfruttamento del Sud globale, dimostra che l'Europa ha un dovere particolare di
476 combattere la crisi climatica.

477 In linea di principio, si può riconoscere che l'UE ha finora assunto un ruolo
478 pionieristico nella lotta alla crisi climatica nel contesto politico globale.
479 Tuttavia, non si spinge abbastanza lontano e, a causa del suo DNA neoliberale,
480 non è in grado di fermare la crisi climatica. Le misure presentate nel contesto
481 del Green Deal europeo, come lo scambio di emissioni, la strategia del "de-
482 risking"¹⁴ o la tassonomia recentemente rivista delle attività economiche
483 "ecologiche", continuano a operare nel quadro ristretto di un'attività economica
484 orientata al profitto e quindi allo sfruttamento della natura. Le questioni di
485 giustizia sociale sono affrontate solo marginalmente¹⁵.
486 Tuttavia, la politica climatica dell'UE è oggi più progressista di quella della
487 Svizzera e di molti altri Paesi. Il Green Deal europeo, nell'ambito della
488 politica climatica europea, dovrebbe tracciare la strada verso lo zero netto nel
489 2050. In questo contesto, la Commissione europea ha presentato il pacchetto
490 "Pronti per il 55%", che prevede misure per ridurre le emissioni di gas serra
491 del 55% entro il 2030 rispetto al 1990.

492 Lo strumento principale della politica climatica europea è lo scambio di
493 emissioni. Ciò comporta l'assegnamento di quote di emissione¹⁶ in numero
494 limitato e il loro successivo scambio sul mercato. A questo sistema partecipa
495 anche la Svizzera, che finge di adottare misure di protezione del clima. Questo
496 sistema contribuisce in minima parte alla riduzione dei gas serra e copre meno
497 della metà dei gas dannosi per il clima. D'altra parte, si basa su una strategia
498 puramente di mercato, che chiaramente mette il profitto al di sopra del bene
499 comune. Ciò non risolve né le questioni climatiche né quelle legate alla
500 giustizia sociale.

501 Un'evoluzione importante nella politica climatica europea è la recente decisione
502 del Parlamento europeo sul regolamento sulla tassonomia. La tassonomia definisce
503 quali attività economiche devono essere classificate come sostenibili dal punto
504 di vista ambientale per determinare la sostenibilità di un investimento.
505 Tuttavia, nel luglio 2022, il gas e l'energia nucleare sono stati aggiunti
506 retroattivamente all'elenco delle opportunità di investimento sostenibili, il
507 che rappresenta un devastante passo indietro.

508 Una critica importante alla politica climatica dell'UE è legata alla visione
509 dell'approvvigionamento energetico nelle mani private delle multinazionali. È
510 necessario un controllo democratico sull'approvvigionamento energetico
511 sostenibile, che metta il clima al di sopra dei profitti delle grandi imprese.

512 Un altro fattore importante è il trasporto, che è responsabile di una grande
513 percentuale di emissioni di gas serra. Gli accordi di libero scambio sono il
514 fattore trainante e devono quindi essere combattuti nella loro forma attuale (ad
515 esempio gli accordi TTIP/TiSA).

516 Un ulteriore motore della crisi climatica, il settore agricolo, è controllato da
517 poche grandi aziende. Lo squilibrio di potere tra le imprese e persone
518 lavoratrici e consumatrici è enorme. Di conseguenza, le aziende agricole più
519 piccole vengono estromesse dal mercato, i diritti umani vengono sistematicamente
520 violati, le carestie imperversano nel Sud globale a causa dello sfruttamento
521 della politica agricola fondiaria e della speculazione alimentare, e la crisi
522 climatica avanza ulteriormente. L'UE persegue la politica agricola, una delle
523 sue aree politiche più datate, sotto il nome di Politica Agricola Comune (PAC).
524 Il Parlamento europeo ha adottato le nuove linee guida della PAC per il periodo
525 2021-2027, mettendo fortemente in discussione gli obiettivi del Green New Deal.
526 L'attenzione della politica agricola europea deve essere rivolta alle aziende
527 agricole di piccole e medie dimensioni e a quelle con una struttura
528 diversificata.

529 In sintesi, si può affermare che l'UE sta facendo troppo poco per combattere la
530 crisi climatica. Inoltre, non si può dire che l'attuale politica climatica
531 dell'UE, abbia qualche chance di riuscire. Gli Stati membri sono infatti
532 favorevoli al carbone, all'industria automobilistica: il rafforzamento dei
533 partiti della destra populista in Europa sono ostacoli importanti. Dal punto di
534 vista di una politica climatica anticapitalista, l'UE, in quanto comunità di
535 Stati focalizzata solo sull'integrazione economica neoliberale, non potrà mai
536 fare abbastanza. La pressione internazionale sugli Stati membri, ma anche sulle
537 istituzioni dell'UE, deve essere rafforzata in modo massiccio. La politica
538 climatica europea deve abbandonare completamente i principi neoliberali e
539 seguire le richieste del movimento per il clima e le analisi climatiche
540 dell'IPCC. L'ambiente deve essere posto al di sopra dei profitti, in modo
541 socialmente giusto e radicale.

542 **La GISO avanza pertanto le seguenti richieste in materia di politica climatica:**

- 543 • massicci investimenti nelle energie rinnovabili e la lotta all'energia
544 nucleare e al gas.
- 545 • una conversione verso mezzi di trasporto più rispettosi
546 dell'ambiente nel lungo periodo, l'uso di tecnologie più efficienti dal
547 punto di vista energetico e senza aumentare in modo massiccio il consumo
548 di energia e, parallelamente, una riduzione delle esigenze di trasporto
549 internazionale.
- 550 • una politica agricola rispettosa del clima, con investimenti in una
551 ristrutturazione dell'agricoltura che contribuisca efficacemente agli
552 obiettivi ambientali, di benessere animale e del clima.

553

554 **5. Qual è il futuro prossimo delle nostre relazioni con**
555 **l'UE?**

556 La GISO Svizzera non può evitare di prendere posizione sull'UE, non solo per la
557 posizione geografica e la dipendenza economica della Svizzera, ma per la nostra
558 convinzione internazionalista di voler lottare per tutti i popoli, non solo per
559 quello svizzero. Troppo spesso, oggi, le discussioni politiche sull'UE sono
560 accolte con una sensazione di indipendenza e di non coinvolgimento. Non di rado,
561 questo sentimento è incorporato in un nazionalismo che è prevalente tra i
562 partiti e movimenti dell'estrema destra. Ma la sinistra si nasconde dietro il
563 rifiuto delle istituzioni neoliberali e antidemocratiche dell'UE, impedendo così
564 una vera riflessione sugli approcci internazionalisti alla trasformazione
565 politica. Bisogna anche riconoscere che in molti settori la Svizzera non è
566 migliore dell'UE, come ha dimostrato questa analisi.

567 L'analisi proposta mette in discussione l'UE nel suo complesso. La mancanza di
568 democrazia, il neoliberismo e la disfunzionalità riducono la volontà di
569 difendere l'UE. Tuttavia, sono proprio gli sviluppi neoliberali a partire dagli
570 anni '80 a essere evidenti anche in Svizzera, poiché si tratta di un problema
571 globale e non specifico dell'UE. È inoltre importante riconoscere che l'attuale
572 natura del rapporto con l'UE porta all'adozione di misure prevalentemente
573 neoliberali piuttosto che progressiste. La questione dell'adesione merita quindi
574 di essere sollevata in linea di principio: è una questione di internazionalismo
575 sul lungo termine, che deve essere sviluppata come presentato nell'analisi, così
576 come è una questione di solidarietà con le intere popolazioni europee che non
577 beneficiano di un tenore di vita privilegiato come il nostro.

578 Il timore paralizzante di una discussione sulla questione di un'eventuale
579 adesione all'UE da parte della sinistra svizzera impedisce di prendere una
580 posizione dettagliata sull'UE e la pone in una posizione attendista e passiva.
581 Come GISO, la nostra lotta principale non deve concentrarsi sulle modalità del
582 rapporto Svizzera-UE, ma sulla lotta contro il potere e per una sinistra europea
583 forte e ambiziosa. Dobbiamo lavorare con i partiti di sinistra in tutta Europa.
584 Solo una sinistra rafforzata a livello europeo avrà davvero il potere di
585 realizzare i nostri obiettivi. E solo una sinistra europea unita può sviluppare
586 una visione a lungo termine per l'Europa e darle forma insieme.

587 **Pertanto, a breve e medio termine, chiediamo al Consiglio federale di sostenere**
588 **le seguenti richieste in tutte le fasi future delle relazioni diplomatiche tra**
589 **la Svizzera e l'UE:**

- 590 1. Politica sociale: adozione della Cittadinanza dell'Unione europea,
591 estensione delle competenze dell'UE in campo sociale;

- 592 2. Politica economica e finanziaria: tassazione delle imprese (adozione della
593 riforma OCSE a partire dal 2023), modifica della giurisprudenza a favore
594 delle misure sindacali e prevenzione della concorrenza fiscale
595 internazionale;
- 596 3. Protezione dei salari: salari minimi in tutta Europa, se non sono state
597 trovate norme più efficaci come ad esempio nei Paesi nordici, protezione
598 de* lavoratori/trici*;
- 599 4. Democrazia: abolizione dell'obbligo di unanimità, rafforzamento degli
600 strumenti del Parlamento, introduzione dell'iniziativa legislativa¹⁷;
- 601 5. Servizio pubblico: inversione della logica della privatizzazione,
602 abolizione del divieto di aiuti di Stato
- 603 6. Politica climatica: neutralità delle emissioni di CO2 entro il 2030; una
604 politica climatica rigorosa che non ammetta nella sua tassonomia né le
605 centrali a gas né quelle nucleari e che adotti misure più efficaci dello
606 scambio di certificati di emissione
- 607 7. Politica migratoria: riconoscimento del diritto di asilo, introduzione
608 dell'asilo nelle ambasciate e creazione di vie di fuga sicure,
609 riconoscimento della clausola umanitaria nell'accordo di Schengen/Dublino
610 e ampliamento delle cause di fuga riconosciute.

611 In caso di adesione della Svizzera all'UE, la GISO ritiene che il mantenimento
612 della democrazia diretta e dei diritti delle persone lavoratrici, come la tutela
613 dei salari e dei licenziamenti, nonché la salvaguardia dei servizi pubblici
614 (trasporti pubblici, sistema energetico, ecc.) siano condizioni preliminari non
615 negoziabili per l'adesione. Tuttavia, questa non è la fine della lotta.
616 L'obiettivo finale dell'Europa unita deve essere e rimanere una vita buona e
617 socialmente giusta per tutta la popolazione europea.

618 **6. La nostra visione per un'Europa sociale, democratica ed**
619 **ecologica**

620 Il Manifesto di Ventotene è la base della visione di una futura Europa
621 socialista. Il documento delinea l'ideale di un federalismo europeo. Gli autori
622 dell'epoca consideravano la sovranità degli Stati nazionali la causa della
623 Seconda guerra mondiale e chiedevano quindi la creazione di uno Stato federale
624 europeo da parte di un movimento rivoluzionario per preservare la pace e la
625 libertà. Il Manifesto si basa su idee economiche socialiste e comuniste. Si
626 tratta di uno dei documenti più importanti di documenti relativi ad una
627 possibile unione europea.

628 La GISO si basa su questo documento siccome è internazionalista e rifiuta in
629 linea di principio il concetto di Stato nazionale. Tuttavia, riconosciamo le
630 specificità regionali sulle quali un'autorità geograficamente limitata dovrebbe
631 essere in grado di decidere autonomamente. In questo senso, la GISO rifiuta
632 l'attuale supremazia degli interessi nazionali degli Stati membri dell'UE se non
633 corrispondono agli interessi collettivi. Piuttosto, gli interessi della
634 popolazione europee dovrebbero essere rappresentati. Vogliamo un'Europa sociale,
635 democratica, femminista, ecologica e antirazzista e crediamo che questa visione
636 possa essere realizzata al meglio attraverso la difesa di un'Europa federale.

637 In quanto partito socialista, la GISO si impegna nell'obiettivo di rivoluzionare
638 la società. Per questo sosteniamo la seguente analisi del Manifesto: *“La
639 rivoluzione europea, per rispondere alle nostre esigenze, dovrà essere
640 socialista, cioè dovrà proporsi l'emancipazione delle classi lavoratrici e la
641 realizzazione per esse di condizioni più umane di vita”*. Sia il Manifesto che la
642 GISO sono convinti che il prerequisito fondamentale per un'Europa socialista
643 unita sia la creazione di un movimento rivoluzionario europeo. Come affermato
644 anche nell'analisi politico-istituzionale, l'unico potenziale risiede in una
645 sinistra europea unita. Ciò non significa che debba esistere un'unica
646 organizzazione, ma che tutti i movimenti e i partiti di sinistra devono unire le
647 forze e concordare un percorso e una visione comune. La forza di questo
648 movimento dovrebbe risolvere la paralisi della sinistra e dello Stato-nazione, e
649 offrire una stabilità indipendente dai processi dei singoli stati. Per questo
650 motivo, la GISO Svizzera intende allearsi con tutte le forze di sinistra europee
651 nell'elaborazione di richieste comuni e nell'organizzazione per la creazione di
652 un'Europa socialista. In termini concreti, ciò significa:

- 653 • Diffondere la nostra analisi dell'UE e difendere la nostra visione
654 all'interno dello YES.

- 655 • Collaborazione e partecipazione al network di organizzazioni e movimenti
656 sindacali, femministi ed ecologisti al di fuori dello YES

- 657 • Formare alleanze, elaborare richieste comuni e organizzare azioni,

658 manifestazioni e scioperi a livello europeo.

659

660 Un'altra importante intuizione del Manifesto sulla strada verso l'Europa
661 socialista è: *"Il potere si consegue e mantiene non semplicemente con la*
662 *furberia, ma con la capacità di rispondere in modo organico e vitale alla*
663 *necessità della società moderna"*. In altre parole, dobbiamo creare una nuova
664 visione.

665 Un'Europa socialista è un'Europa costruita nell'interesse del 99%, in armonia
666 con i limiti della natura. A tal fine, è necessario soddisfare i bisogni
667 fondamentali di tutte le persone. Per rendere tutto questo possibile, è
668 necessaria una pianificazione democratica dell'economia a livello europeo.
669 Questo dovrebbe avvenire attraverso un coordinamento di piani regionali: le
670 strutture sociali a livello locale e regionale rimarrebbero quindi autonome.
671 Questi piani devono rispondere democraticamente alle esigenze regionali e
672 decidere quali beni e servizi produrre e in quali quantità. Tuttavia, dovrebbe
673 essere possibile portare avanti progetti comuni anche a livello continentale. A
674 tal fine, è necessario creare istituzioni democratiche in cui rappresentanti di
675 tutte le autorità locali possano partecipare al processo decisionale. Tuttavia,
676 ogni autorità locale dovrebbe avere la possibilità di non partecipare a un
677 determinato progetto. Pertanto, questa visione riflette in un certo senso anche
678 l'obiettivo di un'Europa federale fissato dal Manifesto di Ventotene.

679 **Per creare un'Europa di questo tipo, dobbiamo cambiare radicalmente la società.**
680 **In particolare, dovrebbero avvenire le seguenti trasformazioni:**

681 1. La collettivizzazione delle aziende esistenti con 100 o più dipendenti,
682 ponendole sotto il controllo democratico delle persone lavoratrici.

683 2. L'espropriazione della terra e la sua redistribuzione in condizioni di
684 organizzazione cooperativa e sociale.

685 3. La collettivizzazione e l'organizzazione democratica dei settori del
686 lavoro di cura, non basata sulle diverse realtà lavorative delle aree.

687 4. Una riduzione radicale dell'orario di lavoro, la garanzia del posto di
688 lavoro e un reddito di base generoso.

- 689 5. Il rafforzamento costante del servizio pubblico (istruzione, sanità, ecc.)
690 e delle assicurazioni sociali.
- 691 6. L'abolizione di tutte le frontiere e libera circolazione per tutt*.
- 692 7. La creazione di strutture democratiche di base a livello locale, che si
693 occupino della pianificazione economica e dell'organizzazione della
694 società.
- 695 8. La costruzione di istituzioni democratiche a livello europeo che
696 consentano il coordinamento tra i livelli locali e il perseguimento di
697 progetti comuni.

698 Dobbiamo costruire un'Europa sociale in un mondo socialista. Vogliamo un'Europa
699 federale che rispetti le decisioni prese democraticamente a livello locale, ma
700 che allo stesso tempo permetta il coordinamento tra questi livelli e il
701 perseguimento di progetti a livello continentale. Per poterlo fare, dobbiamo
702 costruire legami con tutte le organizzazioni e i movimenti che lottano per una
703 trasformazione della società. Dobbiamo sviluppare richieste e strategie comuni,
704 e dobbiamo lottare insieme per lo stesso obiettivo: una buona vita per tutt*. In
705 breve, dobbiamo adottare la conclusione del Manifesto del Partito Comunista:
706 *"Proletari di tutti i paesi, unitevi!"*

707 **(1)**Iniziativa contro l'immigrazione di massa (2014, accettata), Iniziativa per
708 l'attuazione (2016, rifiutata), Iniziativa per l'autodeterminazione (iniziativa
709 contro i diritti umani, 2018, rifiutata), Iniziativa "Per un'immigrazione
710 moderata" (2020, rifiutata).

711 **(2)**<https://juso.ch/it/posizioni/stop-allo-sfruttamento-del-sud-globale/>

712 **(3)**[https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-
713 abandonner-le-vote-a-l-unanime/](https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unanime/)

714 **(4)**Il Consiglio d'Europa non è una delle istituzioni dell'UE e si concentra
715 sulla tutela dei diritti umani. La Svizzera ne fa parte.

716 **(5)**<https://transparency.eu/who-has-been-lobbying-the-european-commission/>

717 **(6)**Art. 119, Trattato sul funzionamento dell'Unione
718 europea, (<https://dejure.org/gesetze/AEUV/119.html>)

719 **(7)**<https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2018-3-page-7.htm>

720 **(8)**[https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-
721 responsabilite-de-frontex/](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)

722 **(9)**Anche i Verdi sono alleati e insieme all'Alleanza Libera Europea formano un

723 gruppo parlamentare di 71 seggi.

724 **(10)** Il Partito del Socialismo Europeo (PSE), ad esempio, ha sostenuto l'entrata
725 in vigore del Trattato di Lisbona, anche se esso garantisce che "la concorrenza
726 non verrà distorta" e limita il bilancio dell'UE all'1,27% del PIL europeo,
727 limitando così le possibilità di migliorare la vita della popolazione europea.

728 **(11)** Le misure di accompagnamento tutelano le condizioni di lavoro in Svizzera.
729 Sono destinate a prevenire il dumping salariale e le condizioni di lavoro
730 abusive. La regola è che chiunque lavori in Svizzera deve lavorare alle
731 condizioni svizzere. Se vengono scoperti casi di dumping salariale o di mancato
732 rispetto delle condizioni di lavoro, entrano in gioco diverse misure per
733 sanzionare chi effettua le violazioni.

734 **(12)** La clausola ghigliottina è una clausola che può essere inserita in un
735 pacchetto contrattuale. La legge stabilisce che se un accordo viene infranto o
736 dichiarato nullo, l'intero pacchetto di accordi diventa nullo.

737 **(13)** L'iniziativa contro l'immigrazione di massa chiedeva, tra le altre cose, un
738 sistema di quote per l'immigrazione e un numero massimo di stranieri* che
739 lavorassero in Svizzera. Questa legge ha dato origine alla cosiddetta "priorità
740 ai cittadini svizzeri", che prevede una preferenza xenofoba per
741 lavoratori/trici* svizzer*.

742 **(14)** Con de-risking si intende il meccanismo per il quale il settore pubblico si
743 assume il rischio economico degli investimenti privati per renderli più
744 attraenti, invece di effettuare gli investimenti come settore pubblico stesso.
745 Il de-risking segue la logica "perdite pubbliche, profitti privati".

746 **(15)** [https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)
747 [european-green-deal/social-climate-fund_en](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)

748 **(16)** Il diritto di emettere gas a effetto serra come parte di una quantità
749 annuale di emissioni tollerabili.

750 **(17)** L'iniziativa legislativa consente alla popolazione di opporsi a modifiche
751 della legge tramite referendum e di apportare modifiche alla Costituzione
752 tramite iniziative. Ciò rafforza la democrazia.